

L'aventure du Territoire

8000 av. J.C. → 2000



Archives départementales du Territoire de Belfort
CATALOGUE DE L'EXPOSITION



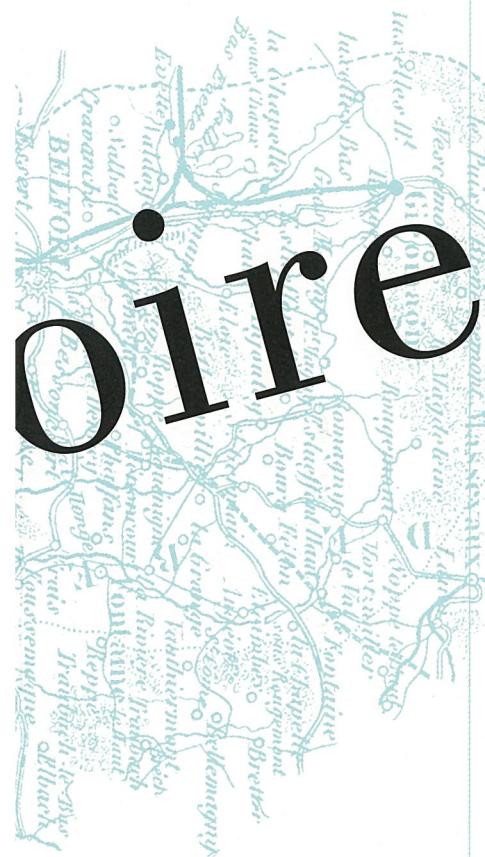


044 → 1226 → 1324 → 1648 → 1871 → 1922 → 1932 → 2000

8000 av. J.C. → 2000

l'aventure du Territ





→ Avant-propos

A l'heure où l'évolution de plus en plus rapide des technologies amène quotidiennement son lot de bouleversements, certains profitables, d'autres bien plus discutables, l'exposition « L'aventure du Territoire » offre l'opportunité d'apprécier avec un recul bienvenu les grandes étapes qui ont forgé, siècle après siècle, notre département.

Car c'est bel et bien une aventure originale et exceptionnelle que celle qui nous est contée par l'équipe des Archives départementales. Convoité pour sa situation stratégique, traversé souvent, ravagé parfois, changeant de mains et de souverain au gré des alliances, le Territoire de Belfort a été plus qu'à son tour au cœur des tumultes de l'Histoire. Sa population a subi les effets de multiples guerres, affronté d'interminables sièges, vécu le quotidien singulier d'une importante ville de garnison et la réalité contrastée d'une révolution industrielle présente ici plus qu'ailleurs.

Sans jamais succomber aux tentations d'un quelconque repli sur eux-mêmes, les habitants du Territoire de Belfort ont su au fil des époques cultiver une identité forte, conjuguant une grande capacité d'ouverture aux autres et une indéniable indépendance d'esprit. Ces qualités qui lui ont permis d'affronter tant d'épreuves et de changer de visage sans changer d'âme donnent aujourd'hui au Territoire de Belfort le souffle indispensable pour relever les défis du troisième millénaire qui s'annonce.

Christian PROUST

Président du Conseil général
du Territoire de Belfort

→ Sommaire

CHAPITRE 1

→ **Belfort et sa région avant 1871, page 8**

La trouée de Belfort lieu de passage

Du Moyen Âge à la conquête française, des installations encore modestes

Du XVIIe au XIXe siècle : Belfort, une sentinelle à la frontière

CHAPITRE 2

→ **Naissance et développement d'un département, page 15**

Le Territoire de Belfort, né de la guerre

Le département de 1871 à 1982

1982 : de nouvelles compétences pour le Département

CHAPITRE 3

→ **Population et urbanisme, page 22**

Une population qui augmente rapidement

Des campagnes abandonnées puis recherchées

Une urbanisation croissante au profit du chef lieu du département

CHAPITRE 4

→ **Industrie, page 29**

Une industrialisation ancienne

De la reconstruction à la crise

Une industrie en pleine restructuration

CHAPITRE 5

→ **Voies de communication et transports, page 36**

1870-1880 : un territoire qui s'équipe

Des moyens de transport qui se diversifient

Des infrastructures à rebâtir et moderniser

CHAPITRE 6

→ **Enseignement, page 44**

1871-1914 : un enseignement primaire largement dominant

Un enseignement qui se démocratise

Un enseignement supérieur en plein essor

CHAPITRE 7

→ **Armée, page 50**

De 1871 à 1939 : un camp retranché aux frontières de l'Est

Belfort, ville de garnison

Une nouvelle destination des bâtiments et des fortifications

CHAPITRE 8

→ **Information, culture, sport et tourisme, page 57**

Information et culture

Vers le sport pour tous

D'un tourisme marginal à des loisirs de plus en plus variés

CHAPITRE 1

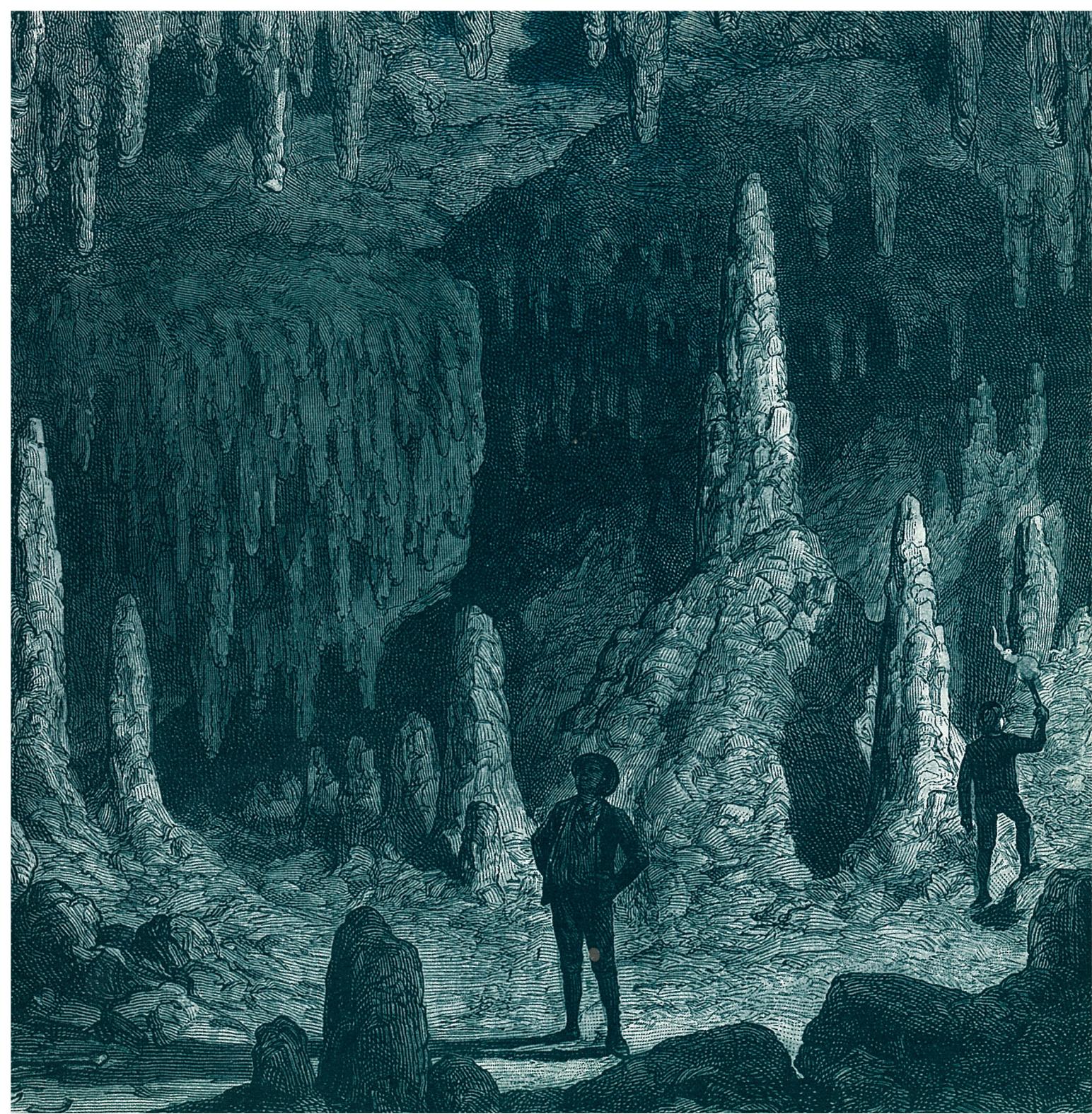
→ Belfort et sa région avant 1871



Grottes de Cravanche

Elles sont connues depuis 1835, mais les vestiges préhistoriques n'ont été découverts qu'en 1876. Les squelettes et le mobilier recueillis lors des fouilles sont conservés au Musée de Belfort. Le site, actuellement en mauvais état, est fermé au public.

Gravure de Slom. ADTB 3 Fi



→ La trouée de Belfort lieu de passage

Passage naturel entre Vosges et Jura, Belfort au centre de la Porte de Bourgogne et d'Alsace, a été de tous temps une « porte des peuples ».

PREMIÈRES MIGRATIONS

Si des vestiges paléolithiques (vers 8000 avant J.C.) sont rares dans notre région, le néolithique est davantage présent, par exemple au Mont-Vaudois proche d'Héricourt. A Belfort, les Grottes de Cravanche, lieu de sépulture, abritaient de nombreux squelettes et objets divers (outillage, bijoux, poteries...) que l'on peut dater des environs de 4000 à 3000 avant J.C.

Au cours du premier millénaire avant J.C., différentes peuplades se succèdent dans le couloir en laissant quelques traces comme le tumulus de Grandvillars (fin VII^e siècle - début VI^e siècle avant J.C.), le sanctuaire d'Offemont (II^e siècle). Au même moment, différentes tribus celtes s'installent par vagues successives dans le territoire auquel ils donneront leur nom : la Gaule.

GAULOIS ET ROMAINS

Au premier siècle avant J.C., la région de Belfort est occupée par les Séquanes comme le reste de la Franche-Comté. Les relations avec les peuples voisins, y compris les Germains, sont souvent tumultueuses, c'est ce qui permettra à Jules César d'intervenir en Gaule à partir des provinces du sud déjà conquises (Narbonnaise). En 58 avant J.C., il repousse le chef germanique Arioviste au delà du Rhin,

puis à partir de 52 avant J.C., conquiert la Gaule « chevelue ». Pour plusieurs siècles, notre région, intégrée à l'Empire romain se stabilise. Les courants d'invasion venus de l'Est durant les siècles précédents sont stoppés.

INVASIONS BARBARES

Le pays reste une zone frontière où les passages de troupes sont nombreux vers le limès et la Germanie. Des voies romaines sont construites joignant la Gaule au Rhin. Le centre principal en est Epomanduodurum (aujourd'hui Mandeure). Vestiges de lieux de culte, ateliers de potiers, villas, retrouvés dans le Territoire de Belfort, sont les traces encore visibles aujourd'hui de la romainisation. A partir du III^e siècle, l'Empire doit faire face, à nouveau, à la pression menaçante des Germains. La région de Belfort reste un lieu de passage important.

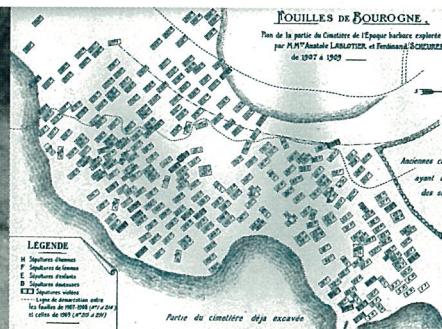
La grande migration des peuples barbares s'achève à la fin du V^e siècle. Burgondes et Alamans se partagent la Trouée. Plusieurs sites dans le département (Bourgogne, Belfort, Delle) illustrent leur présence, plus particulièrement celle des Burgondes et de nombreux vestiges témoignent de leur maîtrise de la métallurgie.



Temple d'Offemont

Il s'agit d'un petit temple construit sur le même modèle que ceux élevés par les Gaulois.

ADTB 17 Fi 2



Plan du cimetière mérovingien de Bourgogne

Extrait de Ferdinand Scheurer, Anatole Lablotier :
Fouilles du cimetière barbare de Bourgogne.
ADTB C 17

→ Du Moyen Âge à la conquête française, des installations encore modestes

Durant le Haut Moyen Age (V^e-X^e siècle), la Porte de Bourgogne est tiraillée entre les influences alémaniques et franques. Siècles obscurs pour nous, car les écrits sont rares, les traces archéologiques peu explicites durant cette période troublée et anarchique où le pouvoir change rapidement de mains.

LES SIÈCLES OBSCURS

Il semble probable que, dès cette époque, des communautés humaines s'enracinent à partir d'habitats anciens sous l'influence de la christianisation. Le peuplement paraît plus important au sud du Territoire actuel. A partir du X^e siècle, la région de Belfort va se trouver dans la mouvance de l'empire germanique, mais la pression des comtes de Bourgogne est forte. L'encadrement seigneurial qui se met en place privilégie les « protecteurs » locaux ; peu à peu les relations entre les chevaliers et la noblesse se structurent dans le cadre de la féodalité.



Église de Saint-Dizier-l'Évêque, la Pierre des fous.

Elément du tombeau de Saint-Dizier, elle est réputée pour soigner les maladies mentales.

ADTB 17 Fi 3

DANS LA MOUVANCE AUTRICHIENNE

Au XIII^e siècle, les comtes de Montbéliard et ceux de Ferrette, héritiers de Louis de Mousson, se partagent la Porte de Bourgogne et sont en lutte continue. En 1226, le traité de paix de Grandvillars les rapproche ; c'est aussi la première mention, dans un document officiel, de Belfort.

Par le biais de mariages et d'héritages, la région de Belfort échoit en 1302 à Renaud de Bourgogne puis à sa fille Jeanne. Le mariage de Jeannette, fille de Jeanne, avec Albert d'Autriche, fait passer la région de Belfort sous domination autrichienne pour trois siècles. Belfort, petite bourgade fortifiée, affranchie depuis 1307, bénéficie des largesses de deux femmes, Jeanne de Montbéliard (morte en 1350) et Catherine de Bourgogne (décédée en 1426) : fondations d'hôpitaux, du chapitre, pavage de rues...

LA CONQUÊTE FRANÇAISE

La région subit aussi des ravages lors des passages de troupes (guerre de Cent Ans, guerre avec la Bourgogne, rébellions diverses, conflits religieux). La population est aussi touchée par des épidémies très meurtrières.

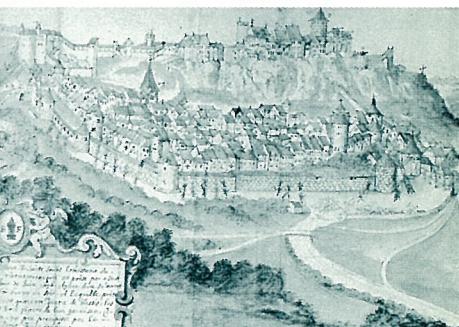
A partir de 1617, la contrée connaît des dévastations encore plus graves liées à la guerre de Trente Ans ; celle-ci fait disparaître environ la moitié de la population.

En 1636, le comte de La Suze s'empare de Belfort au nom du roi de France, conquête confirmée par les Traité de Westphalie en 1648.



Château de Rougemont-le-Château.

Construit à partir de 1150. Abandonné entre 1350 et 1375.
Collection particulière.



Prise de Belfort par le comte de La Suze en 1636. Aquarelle du XVII^e siècle.

ADTB 19 Fi 733

Die Hochlobliken. Seite 5 mit.

med istes. Er schafft von Österreich die Seate der Regierung. d. h. heimischen
Reichsmeier, offensich und thunz gleich allzuviele. Adalbert von A. 1500. 1501.
1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513.
1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525.
1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537.
1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549.
1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561.
1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573.
1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585.
1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597.
1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609.
1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621.
1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633.
1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645.
1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657.
1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669.
1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681.
1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693.
1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705.
1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717.
1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729.
1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741.
1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753.
1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765.
1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777.
1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789.
1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801.
1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813.
1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825.
1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837.
1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849.
1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861.
1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 1869. 1870. 1871. 1872. 1873.
1874. 1875. 1876. 1877. 1878. 1879. 1880. 1881. 1882. 1883. 1884. 1885.
1886. 1887. 1888. 1889. 1890. 1891. 1892. 1893. 1894. 1895. 1896. 1897.
1898. 1899. 1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909.
1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921.
1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933.
1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945.
1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957.
1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969.
1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981.
1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993.
1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005.
2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017.
2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029.
2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041.
2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053.
2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065.
2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077.
2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089.
2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 20100. 20101.



Pendant les Cent-Jours,
la bataille d'Offemont,
4 juillet 1815.

ADTB J

→ Du XVII^e au XIX^e siècle : Belfort, une sentinelle à la frontière

Le comte de La Suze, seigneur de Belfort, fait construire un couronné de 1640 à 1652 protégeant le château à l'est ; mais il se rallie à la Fronde et Louis XIV fait reprendre la ville par ses troupes. Il attribue les anciennes terres autrichiennes au cardinal de Mazarin qui devient à son tour comte de Belfort. Désormais, les héritiers du cardinal sont les seigneurs de la ville jusqu'en 1789.

VAUBAN À BELFORT

Malgré la fortification, Belfort n'est qu'un bourg modeste, à nouveau assiégé en 1674. Aussi, le maréchal de Vauban, commissaire aux fortifications, propose dès 1675 à l'issue d'une première visite à Belfort, des améliorations au système défensif. L'acquisition de la Franche-Comté en 1678 accroît encore l'importance de la Trouée. Les travaux acceptés par le roi débutent en 1687 et font de Belfort une véritable place de guerre : la surface de la ville est doublée, elle est entourée d'une enceinte pentagonale bastionnée, dotée de plusieurs casernes. Vauban invente aussi un système défensif original afin de pouvoir stopper une attaque ennemie depuis les collines qui encerclent la ville et la mettent en position de faiblesse.

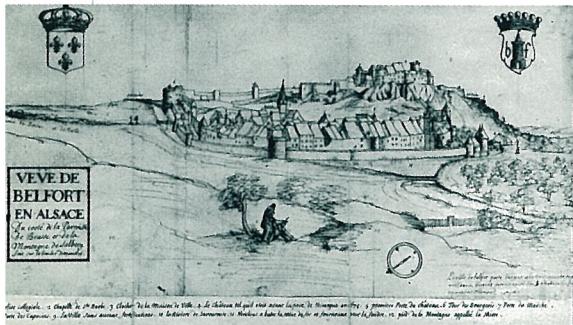
UNE PLACE FORTE ENCORE MODESTE

Au XVIII^e siècle la ville s'agrandit au-delà des fortifications. A la fin de l'Empire, elle subit deux sièges : celui qui précède la première abdication de Napoléon, de la fin de 1813 à avril 1814 (le plus long siège de l'histoire de la ville, 113 jours) puis celui de 1815, plus bref, avant la chute définitive du régime impérial. Les populations de Belfort et du Territoire ont durement souffert, tant des combats que de l'occupation des troupes coalisées essentiellement autrichiennes.

LES TRAVAUX D'HAXO

Sous la Restauration, des travaux importants sont entrepris afin d'assurer une meilleure protection de la place forte, celle-ci se trouvant en première ligne face au Rhin. Ils concernent d'abord la citadelle puis les alentours. Les collines environnant Belfort, dans un premier temps la Miotte et la Justice, forment un camp retranché en direction du nord. Ces travaux seront menés à bien par le général Haxo de 1817 à 1842.

Les fortifications sont achevées, en partie seulement, par le commandant Denfert-Rochereau. Arrivé à Belfort en 1864, il travaille à la mise en défense des ouvrages de la forteresse.

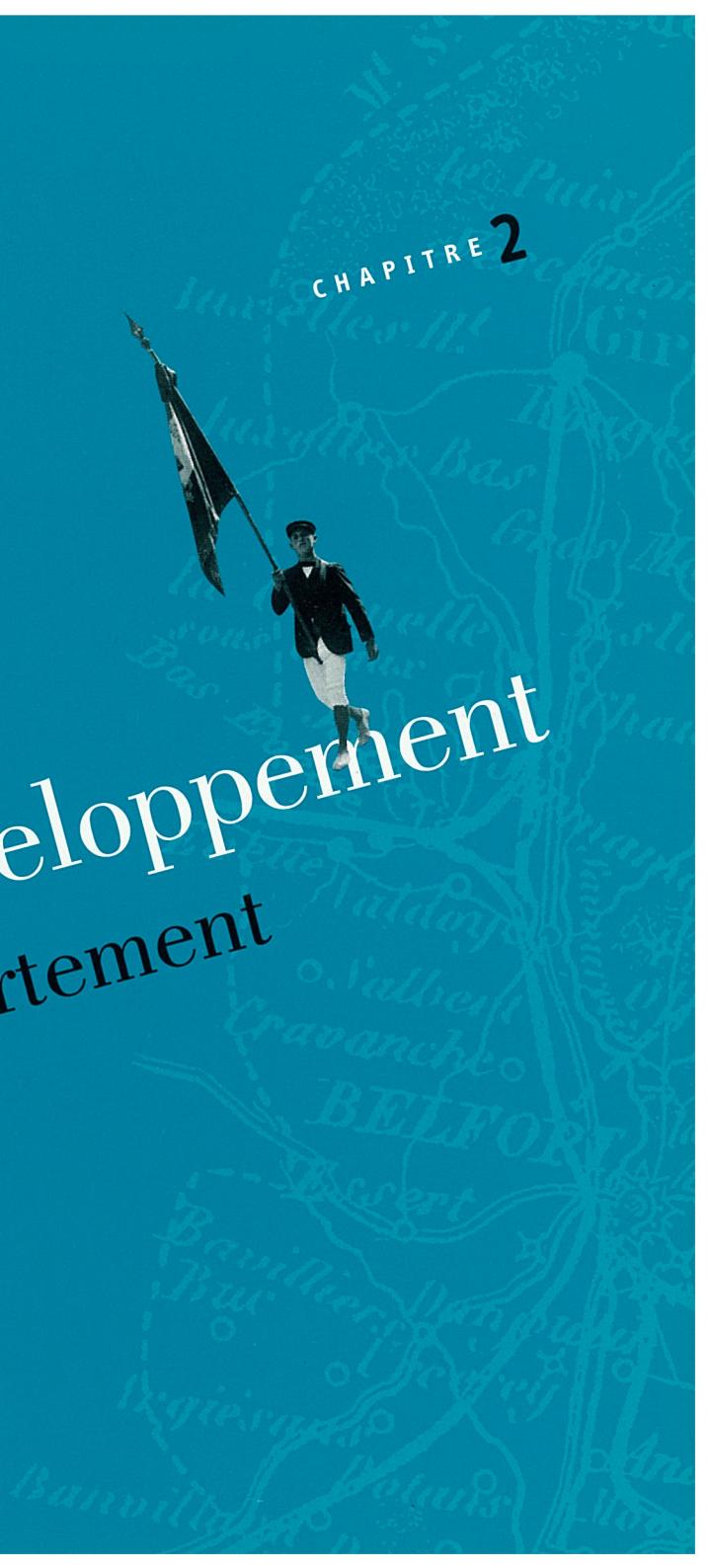


Belfort, vue de 1675.
ADTB 2 Fi Belfort vue générale



Belfort, le camp retranché du Vallon.
Vue depuis le fort de la Justice.
ADTB 5 Fi 59

→ Naissance
et développement
d'un département



Belfort, pendant l'occupation (1871-1873).

Un soldat prussien monte la garde
devant le fort des Barres.

ADTB 5 Fi 31



→ Le Territoire de Belfort, né de la guerre

En 1870, Belfort, chef lieu d'arrondissement du département du Haut-Rhin, exerce déjà des fonctions militaires, administratives et commerciales. Avec ses 8 000 habitants environ, la cité n'est qu'une petite ville, enserrée dans les remparts de Vauban, mais dont l'extension a débuté au-delà de la Savoureuse, vers la gare nouvellement construite.

LA GUERRE

La guerre contre la Prusse qui débute en juillet 1870 va bouleverser les destinées de la ville. L'armée française se trouve rapidement en difficulté. La capitulation de Napoléon III et de son armée à Sedan provoque la chute de l'Empire et la proclamation de la République le 4 septembre 1870, mais celle-ci ne peut changer le sort des armes.

LE SIÈGE DE BELFORT

En septembre-octobre, l'Alsace est investie par les troupes prussiennes, Belfort se retrouve en première ligne. Nommé commandant supérieur de la place le 19 octobre par Gambetta, Denfert-Rochereau accélère les travaux autour de la place forte. La ville subira un long siège du 2 novembre 1870 au 13 février 1871. Les habitants ne se laissent pas décourager ; ni les bombardements ni les menaces ennemis ne viendront à bout du moral des assiégés. Une convention d'armistice entre le gouvernement de défense nationale et Bismarck est signée alors que la ville résiste toujours. Le 13 février, le Gouvernement français ordonne au commandant de la place de livrer celle-ci aux Allemands.

Au moment où se termine l'évacuation des troupes françaises, les Prussiens pénètrent dans la ville, les fenêtres sont closes et les rues désertées par la population. Le Traité de Francfort, signé le 10 mai 1871, consacre d'une part, la défaite de la France (perte de l'Alsace et du Nord de la Lorraine, indemnité de 5 milliards de francs à verser), d'autre part, est à l'origine de l'essor de la cité et de son territoire.

CRÉATION D'UN TERRITOIRE

Belfort échappe à l'annexion grâce à sa résistance et à l'habileté de Thiers et des négociateurs français. Après de nombreuses rencontres ils obtiennent des Allemands qu'ils cèdent à la France une zone plus vaste que l'enclave primitivement accordée. Cette zone

recouvre 106 communes ; la frontière avec l'Alsace allemande suit la ligne de partage des eaux et correspond à peu près à la frontière linguistique.

Proche des frontières suisse et allemande, cet espace sera un carrefour important et le territoire qui l'entoure, embryon d'un futur département né de circonstances uniques



Département du Haut-Rhin avant 1870.

Il est divisé en 3 arrondissements dont les chefs-lieux sont Belfort, Colmar et Mulhouse.

ADTB 3 Fi



Belfort, place d'Armes, devant l'hôtel de ville.

Formation du cortège des vétérans de 1870-1871 pour le cimetière des mobiles.

ADTB 16 Fi 165

→ Le département de 1871 à 1982

Si Belfort et les communes correspondant à l'ancien arrondissement du Haut-Rhin restent à la France, la question du devenir de ce territoire se pose rapidement. Rien ne doit laisser penser que l'on s'accommode de la défaite : l'Alsace et la Lorraine seront reconquises. Aussi, le territoire garde-t-il le nom de Haut-Rhin jusqu'à la Grande Guerre. On ne crée officiellement ni département ni administration. Le plus haut responsable administratif s'appelle « l'administrateur faisant fonction de préfet » et c'est une commission qui exerce les attributions du Conseil général.

CROISSANCE URBAINE

La ville s'étend rapidement, la population belfortaine comme celle du territoire augmente vite et les besoins administratifs se font sentir. Aussi, une préfecture est édifiée au début du XX^e siècle (1901-1903) ainsi qu'un palais de justice. D'autres constructions, tant commerciales, militaires qu'industrielles, s'élèvent de part et d'autre de la Savoureuse.

BELFORT SYMBOLE DU PATRIOTISME

Belfort devient rapidement le symbole du patriotisme. De nombreux monuments, dont le plus célèbre est le Lion, sont édifiés. Ils rappellent la défense héroïque de la place et le maintien à la France d'un petit morceau d'Alsace. Avant 1914, lors de chaque fête nationale, de nombreux manifestants convergent vers la cité du Lion. Parmi eux, des Alsaciens nostalgiques sont accueillis avec ferveur. Ils rappellent les provinces perdues, et entretiennent un sentiment patriotique de plus en plus fort lors des grands défilés militaires.

CRÉATION DU TERRITOIRE

La victoire de 1918 et le retour à la France des terres alsaciennes et lorraines auraient dû permettre de rattacher le territoire de Belfort au Haut-Rhin. Il n'en a rien été. Pour diverses raisons, politiques mais surtout économiques, le Gouvernement crée le 11 mars 1922 un nouveau département, le Territoire-de-Belfort. A plusieurs reprises, dès 1918-1919 mais aussi 1945, un nouveau découpage territorial a été envisagé afin de repousser les limites

de cette petite entité vers l'ouest et le sud.

Aucune de ces tentatives n'ayant abouti, le Territoire est resté ce département - le seul en France - né de circonstances historiques exceptionnelles et porteur d'une forte charge patriotique.

UNE ADMINISTRATION ENCORE PARTIELLE

Comme dans tout département, l'administration départementale du territoire est placée sous l'autorité d'un fonctionnaire de l'Etat : le préfet ; le Conseil général n'ayant qu'un rôle de proposition. L'installation des administrations de l'Etat dans le département ne se fait que progressivement et partiellement. Ainsi, dans le domaine de la justice, le Territoire ne possède toujours pas de Cour d'assises.

De 1871 à 1982, le nombre de cantons est passé de 5 à 14 en raison de l'augmentation de la population.

Belfort, incendie du palais de Justice.

Construit en même temps que la préfecture (1901-1903), les toitures et l'intérieur du bâtiment ont été détruits en 1904 par un incendie. Il a été reconstruit immédiatement.

ADTB 25 Fi 17



Belfort, construction du Lion.

Erigé de 1875 à 1880 par Frédéric Auguste Bartholdi, il symbolise la résistance héroïque des défenseurs de Belfort pendant le siège de 1870-1871. Original Musée Bartholdi, Colmar.

ADTB 19 Fi 7



→ 1982 : de nouvelles compétences pour le Département

En 1981, après la victoire de François Mitterrand lors des élections présidentielles, d'importantes décisions sont mises en œuvre dans le domaine administratif. Elles rompent avec le passé et remettent en cause la centralisation instaurée progressivement dès l'Ancien Régime. Cette volonté se concrétise par la mise en chantier d'un ensemble de textes législatifs, les lois de décentralisation votées à partir de mars 1982.

UN POUVOIR DÉPARTEMENTAL AFFIRMÉ

Ces lois entraînent un profond changement dans les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Alors que le préfet détenait auparavant le pouvoir exécutif dans le département, celui-ci est transféré aux autorités élues. Le Conseil général reçoit par ces lois de nouvelles attributions, les moyens financiers et les personnels pour les concrétiser. L'Etat, par le biais du préfet n'exerce plus qu'un contrôle de légalité des actes a posteriori.

DE NOUVELLES COMPÉTENCES

La décentralisation attribue au Conseil général des compétences obligatoires, notamment dans les domaines suivants : action sanitaire et sociale, voirie départementale, gestion des collèges et des transports scolaires, transports routiers et inter-urbains, équipement rural, lutte contre l'incendie, archives et culture.

A côté de celles-ci, le Conseil général a également la possibilité d'intervenir dans le domaine économique par la création de pépinières d'entreprises, la mise en place de structures diverses, l'octroi d'aides spécifiques...

L'Etat reste cependant maître des grandes décisions nationales comme les lois d'orientation sur l'enseignement, les lois sociales ; il est aussi responsable de l'aménagement du territoire, des grands axes de circulation par exemple.

UN NOUVEAU DÉCOUPAGE CANTONAL

Le découpage des circonscriptions électorales est également de la compétence du Gouvernement. Ainsi, le Territoire a été pourvu en 1985 d'un canton supplémentaire, portant le total à 15.

TITRE II DES DROITS ET LIBERTÉS DU DÉPARTEMENT

CHAPITRE I^e

Des institutions départementales.

Article 23.

Le conseil général règle par ses délibérations les affaires du département.

Le département apporte aux communes qui le demandent son soutien à l'exercice de leurs compétences.

Article 24.

Le conseil général élit son président et les autres membres de son bureau.

Le bureau est composé du président, de quatre à dix vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le conseil général peut déléguer l'exercice d'une partie de ses attributions au bureau, à l'exception de celles visées aux articles 50, 51 et 52 de la présente loi.

Article 25.

Le président du conseil général est l'organe exécutif du département.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil général. Il est l'ordonnateur des dépenses du département et prescrit l'exécution des recettes départementales, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

Il est le chef des services du département. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

Le président du conseil général gère le domaine du département. A ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine, sous réserve des attributions dévolues aux maires par le code des communes et au représentant de l'Etat dans le département ainsi que du pouvoir de substitution du représentant de l'Etat dans le département prévu au paragraphe III de l'article 34 ci-dessous.

Article 26.

Les services ou parties de services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général ainsi qu'à l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus à l'exécutif du département sont placés, du fait du transfert de l'exécutif départemental résultant de l'article précédent, sous l'autorité du président du conseil général.

Dans chaque département et jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi prévue à l'article 1^e de la présente loi et relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, une convention conclue entre le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général, et approuvée par arrêté du ministre de l'Intérieur, constate la liste des services ainsi placés sous l'autorité du président du conseil général.

Loi n° 82-213
du 2 mars 1982
relative aux droits
et libertés des communes,
des départements
et des régions
(J.O. du 3 mars 1982).
ADTB P 500a

**Belfort, construction du premier
Hôtel du département
et des Archives rue de l'Ancien
Théâtre en 1982.**

ADTB 1380 W 2



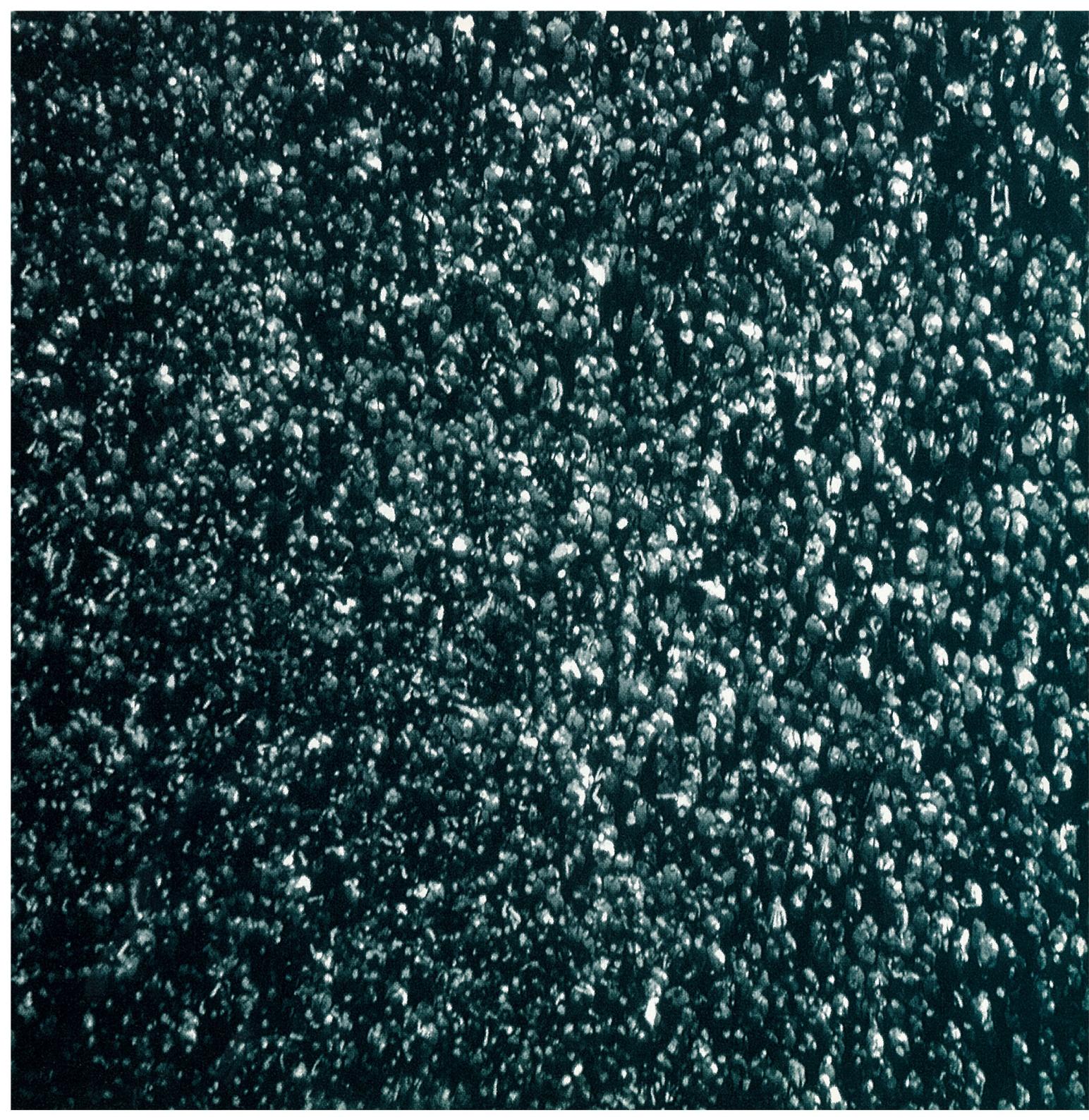
**Belfort, Conseil général,
salle des délibérations.**

ADTB 1380 W 2

CHAPITRE 3

→ Population et urbanisme





→ Une population qui augmente rapidement

En 1870, Belfort est une petite ville. 8 000 personnes environ y vivent, la population du territoire qui l'entoure regroupe 56 900 habitants à peu près dont 4 469 étrangers. Les conséquences de la guerre, la perte de l'Alsace-Lorraine, l'arrivée d'industriels alsaciens vont créer une dynamique nouvelle et attirer à Belfort et dans les communes voisines des immigrants nombreux.

UNE CROISSANCE REMARQUABLE

La population de Belfort et des communes limitrophes augmente très rapidement, surtout durant la période 1872-1881 où elle double presque. Ensuite jusqu'à 1914, le nombre d'habitants poursuit sa progression à un degré moindre. Si la guerre 1914-1918 casse ce mouvement, l'augmentation reprend durant les années 20 mais brièvement.

Durant les années 30, la population stagne, en raison principalement de la crise économique. Succède à cette stagnation, déjà inquiétante, une baisse forte de la population du département entre 1939 et 1946.

La période d'après guerre (les Trente glorieuses et le baby-boom) voit le nombre d'habitants augmenter à nouveau fortement.

Le Territoire profite à plein de la croissance jusqu'aux années 1980. Depuis, la population du département n'augmente plus que modestement.



Belfort, construction du quartier des Résidences, vers 1960.

ADTB Fi

UNE FORTE IMMIGRATION

Si de 1871 à 2000 la population du département a presque triplé c'est autant dû au mouvement naturel qu'à l'installation d'immigrants nombreux, ce qui donne au Territoire une identité particulière.

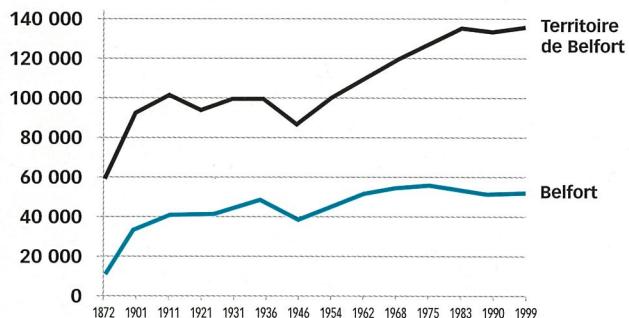
La première grande vague après la partition de l'ancien Haut-Rhin est composée surtout d'Alsaciens. Ils quittent l'Alsace devenue terre d'Empire : certains deviennent français rapidement - les optants - d'autres plus tardivement ; n'ayant pas demandé la nationalité française, ils sont recensés en tant qu'Allemands. D'autres nationalités sont présentes, mais très minoritaires.

Si l'immigration étrangère s'est beaucoup ralentie pendant la guerre, elle reprend dans les années 20 mais l'origine des nouveaux arrivants est très différente : les plus nombreux sont maintenant les Italiens. La crise de 1930 stoppe les courants migratoires.

Le nombre des étrangers diminue, ils sont les premiers touchés par le chômage.

Une troisième vague d'immigration se situe après la deuxième guerre mondiale, la France ayant un besoin important de main-d'œuvre. La crise de 1974 ralentit ce mouvement sans toutefois l'interrompre totalement.

Le Territoire a certes attiré des populations étrangères mais aussi des ressortissants de tout le territoire français et plus particulièrement des ruraux.



Evolution démographique du département et de la ville de Belfort de 1872 à 1999.

→ Des campagnes abandonnées puis recherchées

Lors de la partition du Haut-Rhin, la partie restée française autour de Belfort était encore majoritairement rurale. Mais l'urbanisation s'y est développée assez rapidement ; avant la fin du XIX^e siècle, le nombre d'urbains a dépassé celui des ruraux alors que pour la France il faut attendre les années 30 pour y parvenir.

DE PETITS CENTRES URBAINS

L'industrie était déjà présente dans le territoire (au nord le textile, au sud les industries métallurgiques différencierées) ; elle n'avait pas engendré de grandes agglomérations (Giromagny compte 3 007 habitants en 1872 et Beaucourt 4 314). L'installation à Belfort de la S.A.C.M. (Société Alsacienne de constructions mécaniques) et des entreprises textiles comme D.M.C. (Dollfus Mieg et Cie) va bouleverser la hiérarchie urbaine.

DES PAYSANS PEU NOMBREUX

L'agriculture encore dominante recule rapidement au profit de l'industrie dans un premier temps puis des activités de service. Les industries offrent des emplois et les conditions de l'agriculture - sols, climat, morcellement des exploitations - expliquent le recul

rapide du secteur primaire : si en 1906 les agriculteurs représentent 19 % des actifs, ils ne sont plus que 10 % en 1954 et aujourd'hui 1 % environ de la population active. L'agriculture a beaucoup changé : modernisation, remembrement, nouveaux types de cultures et d'élevages (par exemple : gibier à Fontaine ou Vétrigne, autruches à Frais, petits fruits dans le Piémont vosgien).

Derrière ces chiffres se cache cependant la pratique qui a survécu assez longtemps : celle de l'ouvrier paysan menant de front deux activités ; cette pratique a disparu aujourd'hui.

DE NOUVEAUX RURAUX

La population rurale ne compte pas que des agriculteurs. A côté d'eux, sont présents de nombreux artisans ; certaines activités ont aujourd'hui disparu mais elles sont remplacées en partie du moins. L'exode rural, très marqué au XIX^e siècle et jusqu'au milieu du XX^e siècle a entraîné l'abandon de maisons rurales traditionnelles. Aujourd'hui, certains citadins reviennent dans les campagnes. Ils réhabilitent l'habitat ancien ou investissent dans des lotissements qui se développent à la périphérie des petites communes.



Belfort, scène de labours vers 1899.
ADTB 16 Fi 6



Suarce, maison rurale réhabilitée, juin 2000.
ADTB 17 Fi 11



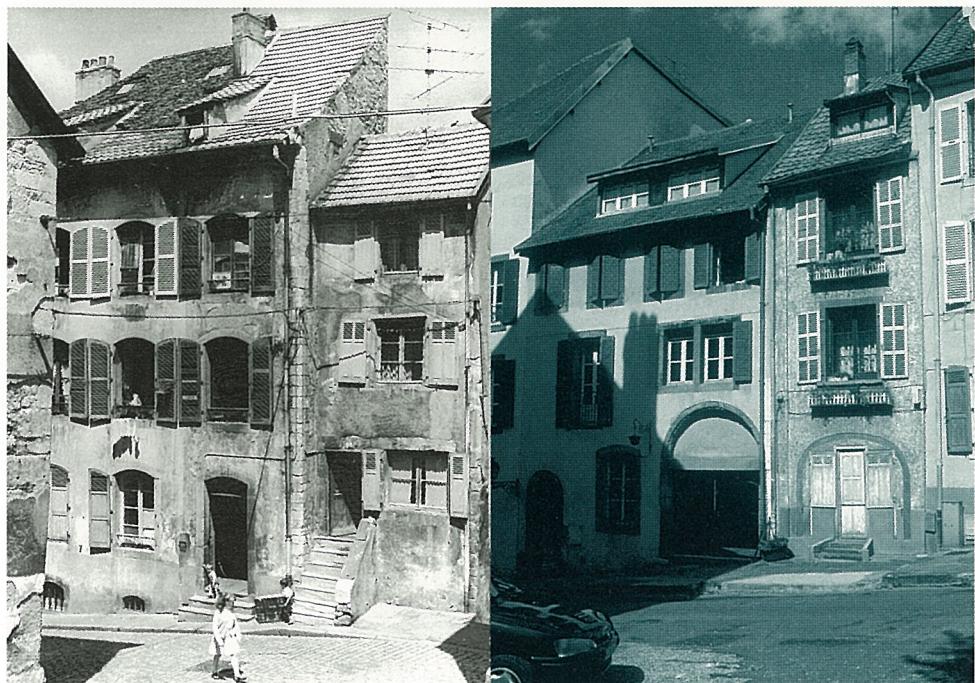
Frais, nouveau type d'élevage : les autruches, juin 2000.
ADTB 17 Fi 149



Larivière, vue générale.

ADTB 17 Fi 487

Belfort, la vieille-ville
avant rénovation,
Grand-Rue, vers 1968.
ADTB 19 Fi 90



Belfort, la vieille-ville
après rénovation,
Grand-Rue, juin 2000.
ADTB 17 Fi 657

→ Une urbanisation croissante au profit du chef lieu du département

Les urbains encore minoritaires en 1872 vont dès la fin du XIX^e siècle rattraper puis dépasser les ruraux. Certes, depuis le Moyen Age, de petits centres urbains existent, comme Giromagny, lié à l'essor des mines puis du textile, ou encore Delle, petite ville frontière, et Beaucourt grâce à Japy. Belfort, dont la population a été longtemps modeste, va connaître une croissance rapide, presque au rythme d'une ville-champignon, 400 % d'augmentation entre 1872 et 1901. Cette progression se poursuit au XX^e siècle à un rythme moins rapide.

LA VILLE S'ÉTEND MALGRÉ LES CONTRAINTES

Dès 1911, Belfort et les communes limitrophes, dont la population augmente vite également, forment une véritable agglomération. Le bâti urbain progresse tout en surmontant de nombreuses contraintes.

La construction de la voie ferrée en 1858, entre Belfort, Paris, Mulhouse et Besançon avait créé un premier obstacle pour l'espace à bâtir. L'extension du bâti va également se heurter aux contraintes militaires fortes, l'armée interdisant de construire sur certains terrains ou imposant des servitudes restrictives. Ce poids de l'armée va diminuer après la deuxième guerre mondiale, et aujourd'hui la municipalité a récupéré la maîtrise des terrains et des constructions.

Autre élément important ayant conditionné le paysage urbain : l'industrialisation rapide à partir de 1879. D'importantes usines textiles et métallurgiques (D.M.C et la S.A.C.M) s'implantent à proximité de la voie ferrée.

DE NOUVEAUX QUARTIERS

Si le Belfort de Vauban est bien identifié en 1871, le reste du bâti est peu important et discontinu. Immeubles et maisons vont se construire d'abord de façon anarchique ; le quartier qui s'étend rapidement entre les nouvelles usines, la voie ferrée et le faubourg des Vosges en est un très bon exemple. Des cités ouvrières construites par les patrons offrent une disposition plus régulière.

Avant 1914, la municipalité se donnera les moyens de mener une politique de logement social en soutenant les actions des premières sociétés d'H.B.M. (Habitation à bon marché).

Quelques années auparavant, profitant du dérasement des fortifications Ouest dont la porte de France, la ville a pu mener une première opération d'urbanisme en créant un quartier neuf, bourgeois qui devient le centre administratif du territoire. Il fait la liaison entre la vieille-ville et les faubourgs.

Après la première guerre mondiale, la cité en extension continue se dote d'un plan d'urbanisme, la municipalité amplifie sa politique de logement social en créant plusieurs « cités-jardins ».

UNE CROISSANCE MAÎTRISÉE

A partir de 1945 la ville doit reconstruire et surtout répondre à un besoin impératif en logements. Jusqu'aux années 70 plusieurs quartiers verront le jour ; les « grands ensembles » étendent davantage l'espace urbain créant une massification importante ; les Résidences en sont l'exemple le plus accompli.

Durant cette période la municipalité mène d'autres opérations dans différents quartiers : la vieille-ville est réhabilitée et les propriétés militaires réaménagées.

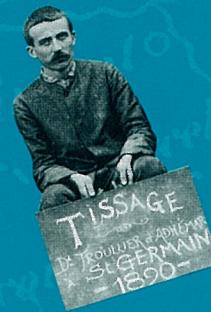
Aujourd'hui, la ville de Belfort est au cœur d'une agglomération qui poursuit sa croissance. Celle-ci compte environ 98 000 habitants répartis dans 61 communes, c'est-à-dire un peu plus de 70 % de la population du département.



Belfort, les Résidences, vers 1985.

ADTB 1387 W 15

→ Industrie



CHAPITRE 4

→ Une industrialisation ancienne

Les premières « industries » sont présentes dans la région de Belfort dès le Moyen Age et se sont perpétuées jusqu'au XIX^e siècle. Grâce aux matières premières, plomb argentifère, cuivre, fer, bois et force hydraulique, des activités métallurgiques puis textiles se sont implantées. D'autre part, à la fin du XVIII^e siècle, autour de Beaucourt, s'est développé grâce à l'entrepreneur et inventif Frédéric Japy, un pôle d'horlogerie et de petite métallurgie.

En 1870, c'est le centre le plus important, tant par la variété des productions que par le nombre d'ouvriers qui y travaillent.

DES INDUSTRIES DIVERSIFIÉES EN DEHORS DE BELFORT

Le Traité de Francfort et ses conséquences économiques créent des conditions nouvelles pour l'industrie qui profite de l'arrivée de capitaux, d'entrepreneurs et d'une main d'œuvre abondante venus d'Alsace.

Dans la partie sud, l'activité liée à la métallurgie différenciée est en recul important. Ce recul, indépendant du Traité de Francfort, est lié aux difficultés d'exportation face à la concurrence internationale. Ainsi, le groupe Japy qui avait occupé 5 500 personnes en 1870 voit ses effectifs diminuer à la fin du XIX^e siècle. La célèbre firme va

continuer son lent déclin dans le Territoire de Belfort.

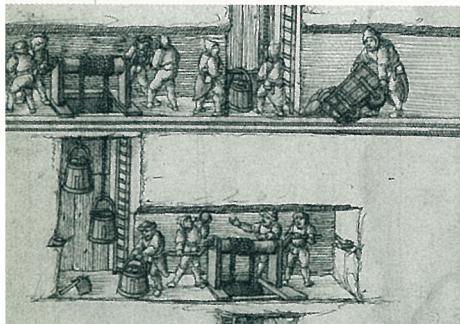
Au nord du territoire, le textile reste l'activité dominante. Celle-ci profite des nouvelles conditions. Jusqu'en 1914, elle est le premier employeur (9 000 emplois en 1904). En 1918, elle n'arrive plus à faire face aux nombreuses difficultés, tant nationales qu'internationales. Après la crise de 1929, les usines tournent au ralenti, et les effectifs diminuent fortement : 3 967 ouvriers seulement en 1938.

L'INDUSTRIE À BELFORT

L'apparition du noyau industriel belfortain est un fait essentiel. Pour conserver leurs marchés avec la France, d'importantes sociétés alsaciennes se fixent à Belfort. La S.A.C.M., D.M.C. et Koechlin (filatures) s'installent à partir de 1879. Textile et métallurgie font de Belfort une vraie cité industrielle.

LA SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

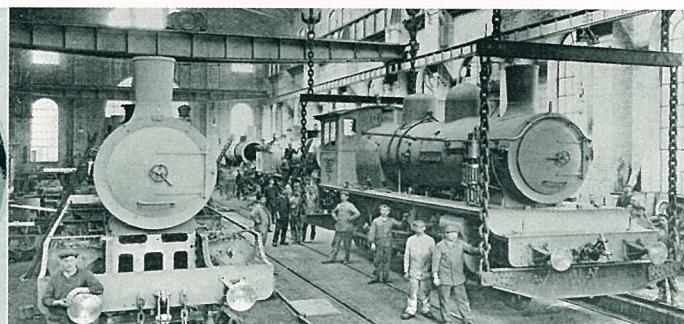
Parmi ces entreprises, l'une est devenue le fleuron et le symbole de la ville : la S.A.C.M. Dès la fin du XIX^e siècle, les ateliers s'étendent rapidement, les productions se diversifient : locomotives puis matériels électriques. Cette nouvelle industrie en plein essor occupe une bonne partie des productions ce qui explique le rapprochement avec Thomson-Houston pour former Alsthom en 1928. La crise de 1929 affecte la société qui voit cependant ses effectifs augmenter à nouveau à la veille de la guerre.



« La rouge myne de Saint Nicolas »
du district minier de la Croix-aux-Mines
(Alsace), XVI^e siècle.



Beaucourt, incendie
des usines Japy en 1881.
ADTB 19 Fi 374



Belfort, S.A.C.M., atelier de montage
des locomotives, vers 1905.
ADTB 19 Fi 368



Saint-Germain-le-Châtelet, les ouvriers
du tissage en 1890.

Collection particulière



Lepuix, usine textile du pont,
désaffectée, 1991.

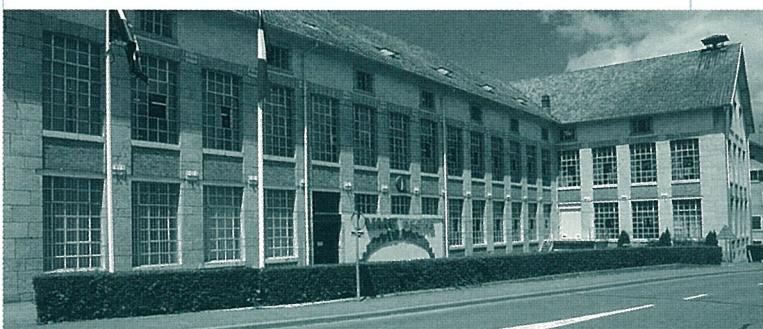
ADTB 17 Fi 126

→ De la reconstruction à la crise

Le Territoire de Belfort est durement affecté durant la Deuxième Guerre mondiale. De l'Occupation à la Libération les entreprises du département sont soumises aux bombardements et aux différents pillages de l'occupant. Les années d'immédiat après guerre sont vouées à la reconstruction des infrastructures d'abord puis du bâti industriel. Des mutations importantes, déjà sensibles avant la guerre, vont s'amplifier.

DES SECTEURS EN DIFFICULTÉ

Malgré la réussite de certaines fabrications, l'entreprise Japy ne peut faire face ni aux difficultés intérieures, ni à la concurrence internationale. Des capitaux extérieurs indispensables sont apportés par la banque Worms qui entre dans la capital de Japy lorsque la Société devient anonyme en 1928. Durant les années 1930 Worms devient majoritaire. Après la guerre, les activités horlogères déclinent au profit de 2 autres activités : la mécanographie, produisant des machines à écrire réputées et l'électromécanique fabriquant des moteurs électriques en association avec Alsthom. En 1955, la Société Japy éclate en 4 groupes différents. Aujourd'hui, subsistent la firme Chrystel (inox), la SCOOP Pompes et CEB (moteurs). En dépit d'un regain d'activité dans l'immédiat après guerre, l'industrie textile décline inexorablement à partir de 1952 ; les emplois dans ce secteur diminuent, passant de 3 800 en 1954 à moins de 1 000 en 1978.



Morvillars, usine V.M.C. Pêche, juin 2000.
ADTB 17 Fi 280

DES RECONVERSIONS NÉCESSAIRES

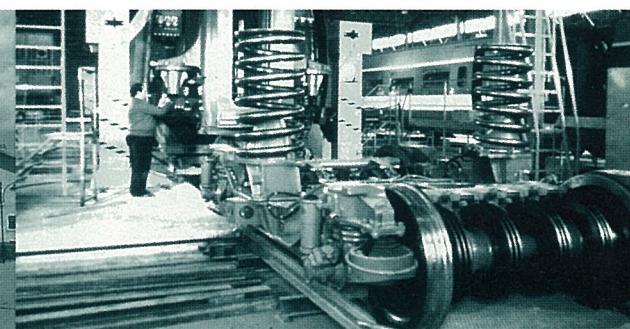
Face à cette crise, les collectivités locales et la Chambre de commerce amorcent une politique volontariste, par la création de zones industrielles afin de moderniser le tissu industriel. Cette nouvelle attitude, face aux problèmes économiques sera amplifiée dans les décennies suivantes. Les ouvriers doivent s'expatrier ou se reconvertis, les bâtiments libérés sont occupés par de nouvelles activités en pleine croissance, par exemple l'usine Bull qui s'est implantée en 1960 dans les locaux laissés vacants par la filature D.M.C. On y fabrique des périphériques d'ordinateurs. De 1960 à la fin des années 1970, l'usine se modernise. En 1976, 2 000 personnes travaillent dans la société devenue CII-Honeywell-Bull.

DES SECTEURS DYNAMIQUES

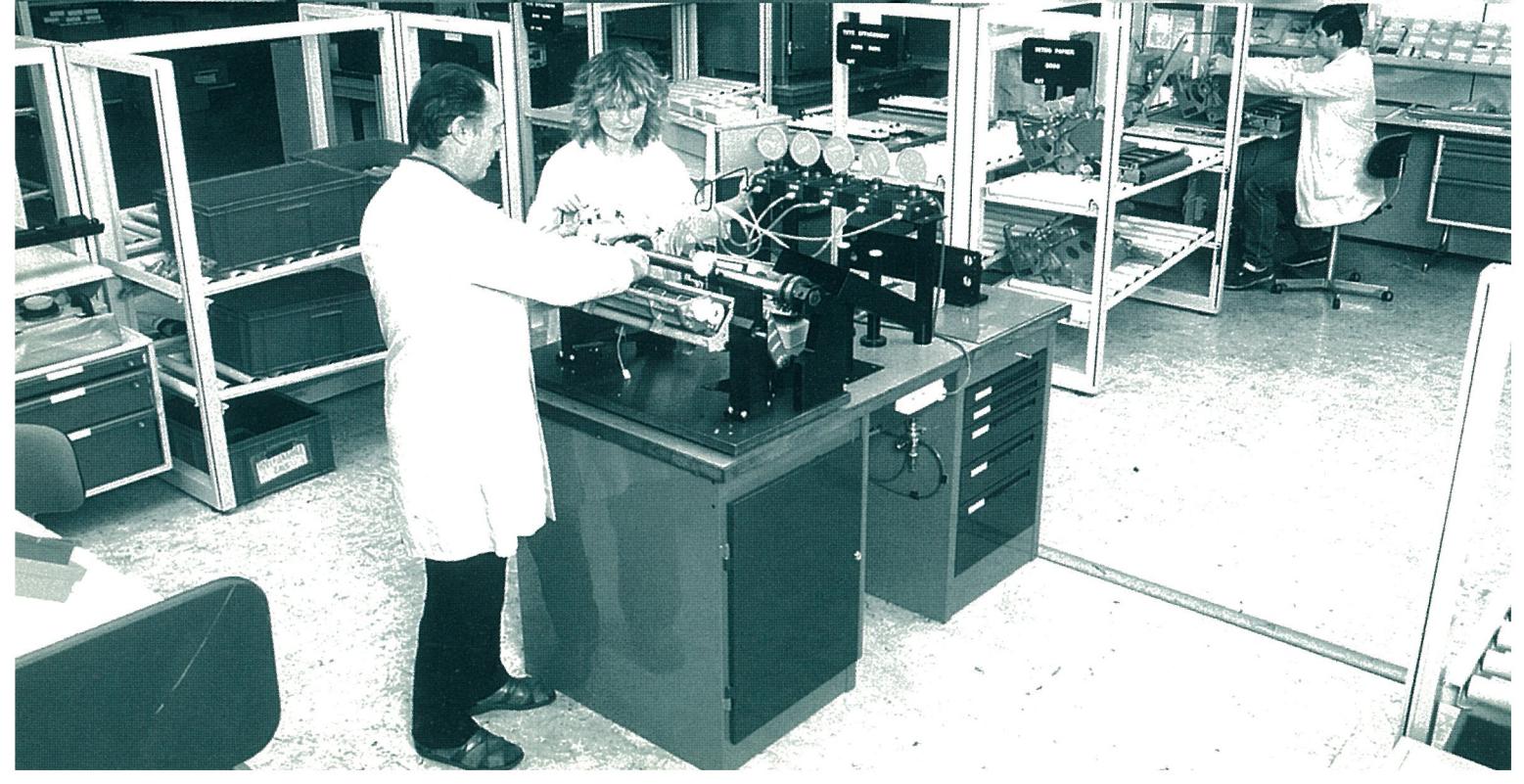
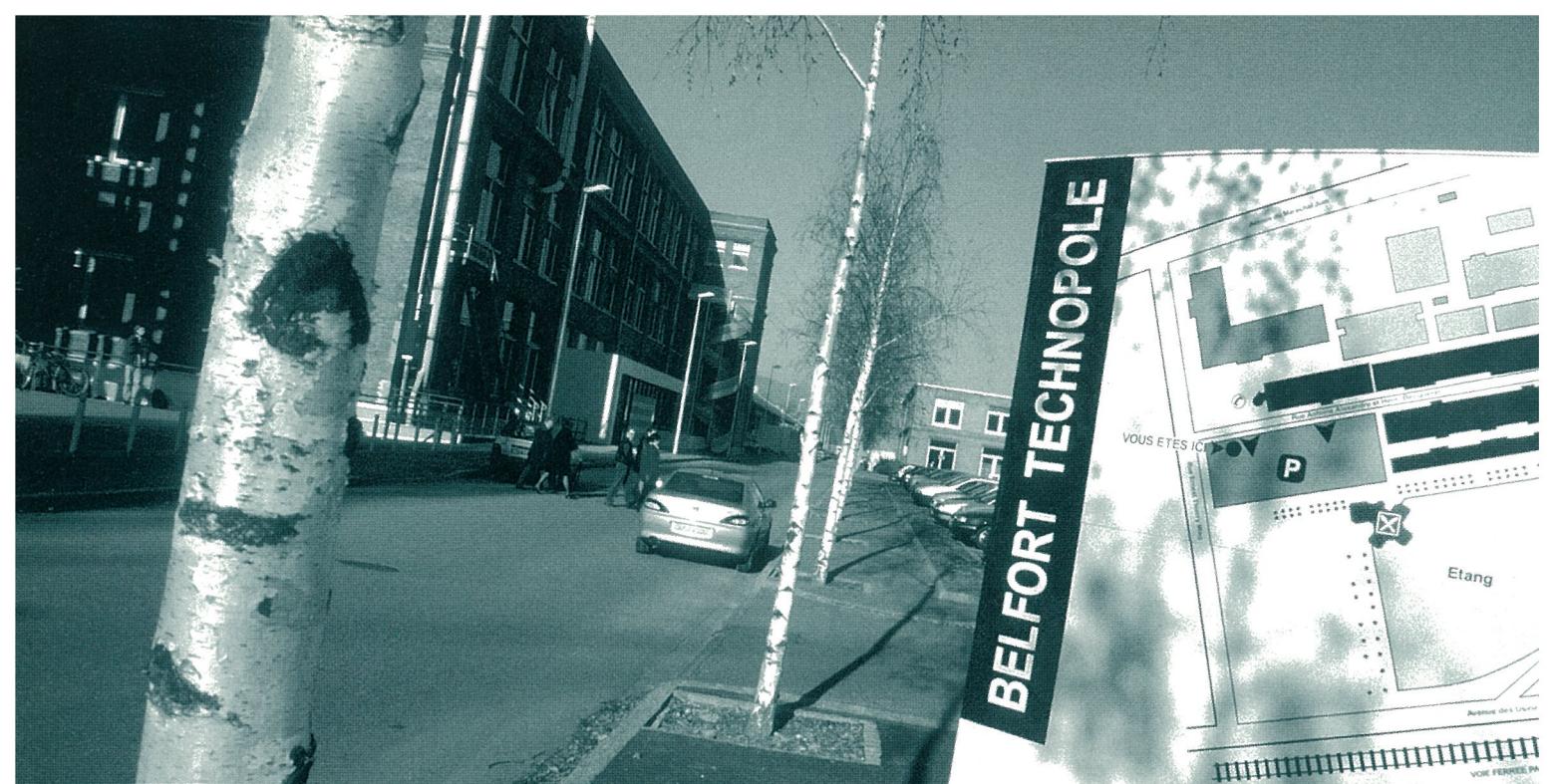
Un autre pôle dynamique existe, au sud du département, à Delle, l'industrie s'est développée à partir des années 1930 grâce aux capitaux suisses. Des usines métallurgiques d'outillage et de décolletage, pièces de précision, fils électriques : (Thécla, UDD-FIM, Société industrielle de Delle, Amstutz...) emploient environ 4000 personnes à la fin des années 1960. En dehors de ces secteurs principaux, d'autres centres dynamiques existent également : dans le secteur de Bourgogne, Grandvillars, Morvillars avec V.M.C. leader mondial d'hameçons et aussi G.F.D. (décolletage). A Châtenois, l'activité métallurgique se poursuit avec Vermot, A.C.M.E.R. puis Ressorts Industries. La petite métallurgie a essaimé à Giromagny et à Rougegoutte.

ALSTHOM : UNE INDUSTRIE MAJEURE

Durant cette période, Alsthom Belfort reste l'entreprise majeure du Territoire une fois surmontées les grandes difficultés de l'immédiat après guerre. La production phare des années 70 est le T.G.V., fleuron de l'industrie française.



Belfort, Alsthom, montage du T.G.V., 1986.
ADTB 1380 W 193



→ Une industrie en pleine restructuration

Depuis sa création, le Territoire-de-Belfort est marqué par l'importance de ses activités industrielles qui ont assuré de nombreux emplois : en 1975, 55,2 % des actifs sont des salariés de l'industrie (seulement 38,5 % en France).

UNE FORTE AUGMENTATION DU CHÔMAGE

Vers la fin des années 1970, le département, comme l'ensemble du pays, est rattrapé par la crise et par la croissance rapide du chômage : 2,9 % en 1975, 11,9 % en 1982 et 11,3 % en 1994.

Les « grosses » industries débauchent : Bull, Alsthom, Thécla, UDD-FIM... Les entreprises sous-traitantes sont également touchées par la baisse des commandes. Les années 1980 voient aussi la disparition des dernières entreprises textiles.

Face à cette situation économique difficile, l'Etat, les collectivités locales et les organismes consulaires mettent sur pied des politiques nouvelles pour inverser la tendance : consolider les emplois existants, en créer de nouveaux, développer un environnement favorable à l'implantation et l'extension d'entreprises nouvelles. Les entreprises innovantes dans les secteurs de pointe sont recherchées. Les soutiens financiers proviennent de l'Union européenne (FEDER, FSE), de l'Etat ou de la région.

En haut :

Belfort, Technopôle, ancien site Bull, décembre 1998.

En bas :

Belfort, atelier de montage de Bull, vers 1985.

ADTB 1380 W 199

DES STRUCTURES NOUVELLES

Dans le cadre du développement économique différents outils ont été mis en place : ADEBT, SYBEL devenue en 1999 Belfort investissement, SEMPAT, SODEB. En relation avec les industriels, leurs fonctions sont multiples : aménager des pépinières d'entreprises, créer des zones d'activités, fournir des locaux équipés...

La première pépinière d'entreprises, le parc technologique, est créée sur d'anciens terrains militaires en 1986. Dix ans plus tard, plus de 32 sociétés sont installées : bureaux d'études, ingénierie informatique, laboratoires, centres de ressources, fabrication.

A l'extérieur de Belfort d'autres sites sont apparus à Anjoutey, Delle, Morvillars.

RECONVERSION DU SITE BULL

Pour faire face à la disparition de Bull-périphériques en 1992, une autre structure est utilisée, celle du technopôle. Des entreprises industrielles et de services s'y sont installées aux côtés de deux filiales de Bull maintenues : NIPSON et la SERRIB (déplacée, actuellement sur le parc d'activités des Hauts de Belfort). Parmi 8 implantations, une des plus prometteuses est celle du CNET (Centre national d'études et de télécommunications de France-Telecom).

De 1991 à 1999 près de 1 200 emplois ont été créés.

DE L'AÉROPORT À L'AÉROPARC

Autre exemple de développement industriel récent, celui de « l'Aéroparc » de Fontaine. Ancienne base aérienne de l'OTAN, le site militaire a été repris pour un usage civil par la Chambre de commerce de Belfort ; abandonné en 1986, il est acheté en 1991 par le Conseil général et cédé en 1994 au Syndicat intercommunal de gestion et d'aménagement de l'« Aéroparc ». Après plusieurs projets qui n'ont pas abouti, le site de l'« Aéroparc » de Belfort-Continental né en 1999 offre une zone d'activité de 300 ha, entre Belfort et Mulhouse, directement reliée à l'autoroute.

La tendance actuelle est plutôt au regroupement sur des zones favorables aux activités.

D'ALSTHOM À ALSTOM : MUTATIONS CAPITALES

Davantage que les autres entreprises du département durant les années 1980-1990, Alsthom nationalisée puis privatisée connaît des mutations capitales pour les productions, le site de Belfort et son avenir : devenue Alstom, la firme doit faire face à la mondialisation. Le département est passé en un siècle de grandes entreprises (S.A.C.M., D.M.C., Japy) à un tissu industriel plus diversifié avec des entreprises de petites dimensions et des pôles de recherche très compétents reliant enseignement supérieur et industrie.

CHAPITRE 5

→ Voies de communication et transports



Belfort, le dernier voyage
du tramway, 1952.
Collection particulière



→ 1870-1880 : un territoire qui s'équipe

Situés dans une zone de passage, Belfort et son territoire ont été traversés de tous temps par des marchands et des armées. Les voies de communication en sont donc un élément majeur, à la fois pour équiper le carrefour entre Vosges, Jura, Alsace et Bourgogne et pour favoriser l'essor des industries et les déplacements des hommes.

UN RÉSEAU ROUTIER ANCIEN

Les grandes routes nationales, la R.N. 19, 19b Paris - Bâle, R.N. 83 de Strasbourg à Lyon, sont d'anciennes routes royales au tracé remontant à plusieurs siècles, ces deux grands axes se croisant à Belfort où la forteresse, après la conquête française protège cet important carrefour. Au cours du XVIII^e siècle a été construite, grâce à la corvée, la route royale du Ballon d'Alsace. Douze années ont été nécessaires pour tracer cet itinéraire impressionnant qui permet de relier plus directement le Sud de l'Alsace à la Lorraine. A côté de ces grands axes, d'autres voies secondaires relient aussi depuis longtemps les différents points du territoire.

CONSTRUCTION DE CANAUX

Dès le début du XIX^e siècle avait été lancé le premier chantier du canal reliant le Rhône au Rhin ; en 1833, Rhin et Saône communiquent. Empruntant sur une partie du trajet la vallée du Doubs puis celle de l'Allan, il traverse le territoire

par la vallée de la Bourbeuse ; muni de 5 écluses dans la partie qui deviendra le Territoire de Belfort, il a dès sa création un port aménagé à Bourgogne. Cependant, ce canal sera peu utilisé par l'industrie en raison d'un gabarit trop faible et d'un grand nombre d'écluses.

Un autre canal, de Montbéliard à la Haute-Saône, entrepris en 1889 n'a jamais été achevé dans sa partie haute-saônoise ; il devait permettre d'approvisionner les usines de Montbéliard, Belfort et Mulhouse avec le charbon de Ronchamp.

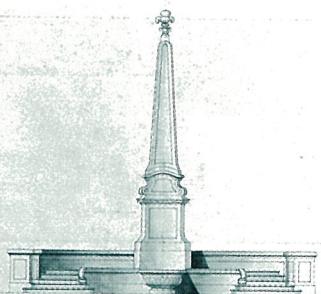
NAISSANCE DU CHEMIN DE FER

L'événement essentiel du XIX^e siècle est pour Belfort la construction du chemin de fer, l'Alsace déjà industrialisée ayant vu rapidement l'intérêt de ce nouveau moyen de transport. Construit par des sociétés privées, il concurrence rapidement le canal du Rhône au Rhin et multiplie par 10 le nombre de voyageurs. En 1858, les deux lignes Mulhouse - Belfort - Besançon et Paris - Vesoul - Bâle se croisent à Belfort où la première gare est ouverte. Une autre ligne, d'intérêt plus local est construite entre Belfort et Giromagny à partir de 1864. Delle est également reliée à Belfort à partir des années 1870. Ainsi, vers la fin du XIX^e siècle, différents moyens de transport coexistent, le plus important étant le chemin de fer. Celui-ci a été un attrait important pour les industriels quittant l'Alsace et a fait de Belfort un nœud de communication de premier plan à la jonction des réseaux de l'Est, du P.L.M. et du réseau allemand.



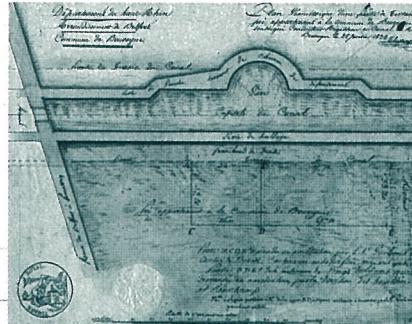
Belfort, vue sur la gare, vers 1858.

ADTB 5 3Fi



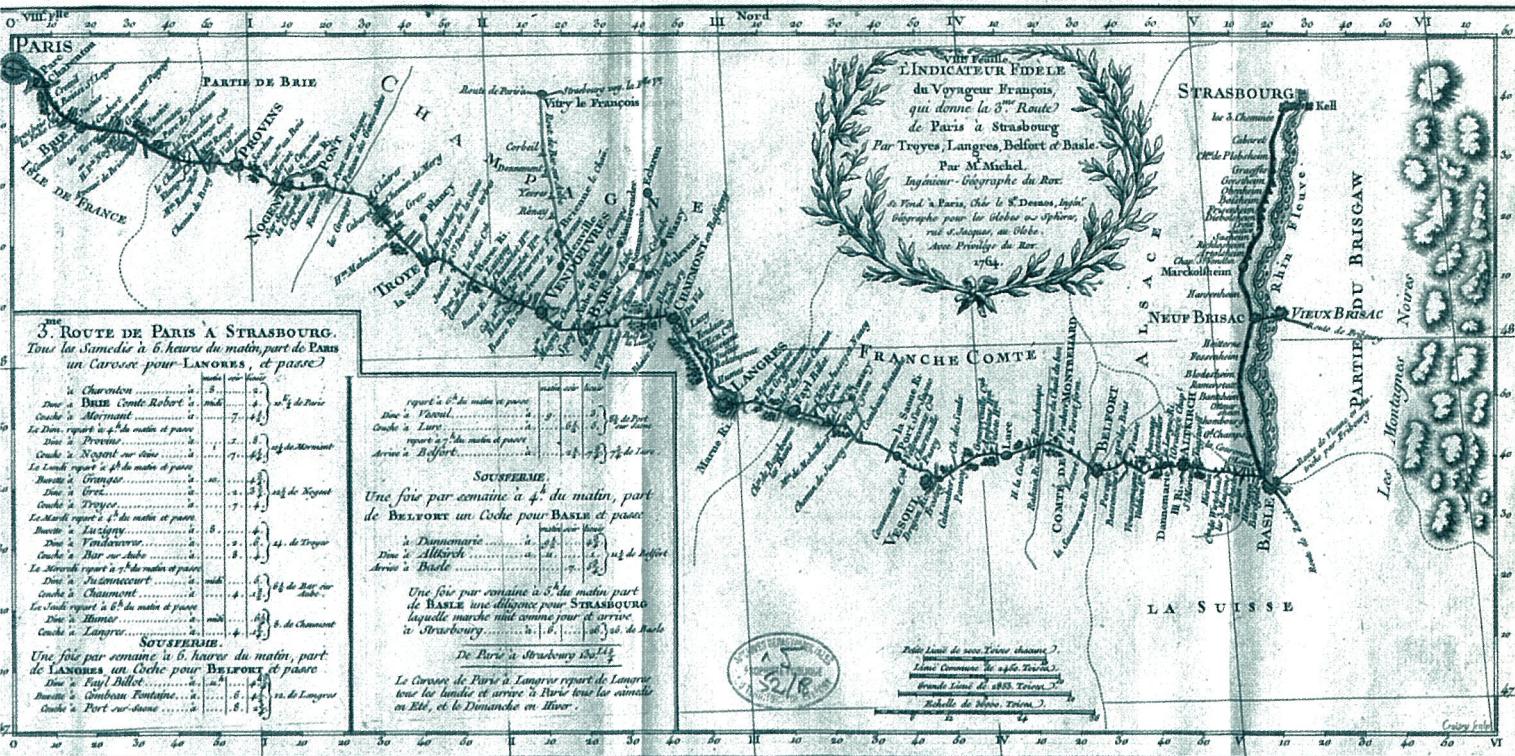
La fontaine du Ballon d'Alsace, fin XVIII^e siècle.

Original A. D. du Haut-Rhin
ADTB 19 Fi 734



Bourgogne, plan du canal et du port, 1832.

ADTB 17 E-dépôt 6 O 1



Route de Paris à Strasbourg, 1764.

→ Des moyens de transport qui se diversifient

Pour répondre à la croissance de la population, à l'expansion de la ville, et aux déplacements des ouvriers de l'industrie, il a fallu créer de nouveaux moyens de transport, plus rapides et au coût peu élevé pour l'utilisateur. Certains sont urbains, d'autres vont relier le chef lieu aux différentes communes du département.

LES TRANSPORTS URBAINS

Les premiers tramways de Belfort sont réalisés à partir de 1898. La municipalité en fait la concession à Christ Schad. Reliant le centre du faubourg des Vosges à Valdoie ils sont rapidement électrifiés. Après la Première Guerre mondiale, des autobus, jugés moins coûteux et plus souples, relient la mairie de Belfort au nouveau quartier du Mont, la gare à celui de la Pépinière. Beaucourt, cité ouvrière dont la population a beaucoup augmenté au cours du XIX^e siècle, a eu aussi son tramway au début du XX^e siècle.

DES CAMPAGNES À LEUR TOUR ÉQUIPÉES

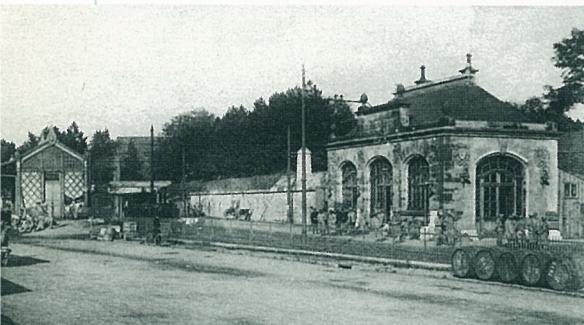
C'est à peu près au même moment que les campagnes belfortaines sont à leur tour desservies par les chemins de fer locaux (CFIL) dont la construction est achevée en 1913. Cinq lignes relient une quarantaine de communes. La gare centrale à Belfort de chemin de fer local est située à proximité de la tour 41 à Belfort. Le dépôt des machines se situe rue de Marseille au quartier des Forges.

Durant la Première Guerre mondiale, l'armée exploite le réseau. Le trafic concerne aussi bien les militaires que la population civile et les entreprises. En 1915, la ligne Belfort - Lachapelle-sous-Rougemont est prolongée jusqu'à Sentheim dans le Sud de l'Alsace ; il s'agissait d'amener troupes et munitions dans ce territoire reconquis en 1914 par les troupes françaises.

LES AUTOCARS REMPLACENT

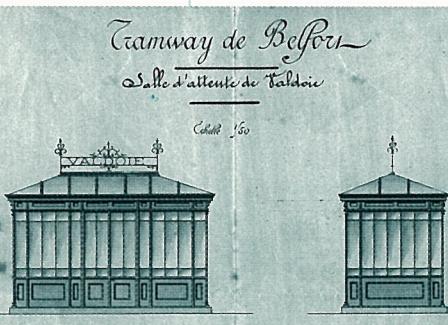
LES CHEMINS DE FER LOCAUX

Après 1918, le réseau retrouve sa seule activité civile ; mais son exploitation va s'éteindre peu à peu. La dernière ligne vers Etueffont est fermée en 1948, devant la concurrence d'un service routier d'autocars plus performant. C'est surtout après la Première Guerre mondiale que ce nouveau moyen de transport se répand dans les différentes localités. Il permet de desservir des communes jusqu'alors à l'écart des lignes d'intérêt local.



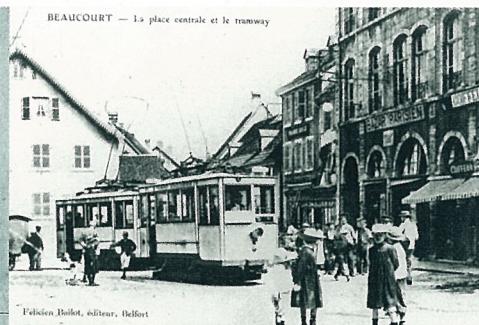
Belfort, gare des chemins de fer d'intérêt local, vers 1914.

ADTB 8 Fi Belfort 484



Tramway de Belfort à Valdoie.
Projet de construction, plan de la salle d'attente à Valdoie, vers 1897.

ADTB 5 S 775



Beaucourt, la place centrale et le tramway.

ADTB 7 Fi Beaucourt 3

→ Des infrastructures à rebâtir et moderniser

De 1940 à 1944, Belfort surtout, mais aussi sa région ont durement souffert de l'occupation. Les bombardements alliés et les deux derniers mois de la guerre ont entraîné des destructions considérables sur toutes les infrastructures, bâtiments et habitations.

RECONSTRUCTION ET MODERNISATION DES STRUCTURES

La reconstruction s'amorce dans des conditions difficiles. Plusieurs années seront nécessaires pour rebâtir toute l'armature et les équipements indispensables à l'économie locale et à la vie des habitants. La gare de Belfort, très endommagée par les bombardements de 1944, a été agrandie et rénovée ; surmontée d'un beffroi, elle veille toujours sur un carrefour ferroviaire très actif.

Après la période de reconstruction, les voies de communication traditionnelles (voies ferrées, routes nationales) continuent de se moderniser : électrification, élargissement des routes... pour répondre à l'augmentation du trafic des marchandises et des voyageurs.

AUTOROUTE ET VOIES RAPIDES

Le changement le plus important est la construction de l'autoroute A 36. Dans notre région le premier tronçon, de Danjoutin à Exincourt, est ouvert en 1974. Il permet enfin une liaison entre les deux pôles industriels de Belfort et Montbéliard avant que soient reliées les vallées du Rhin, de la Saône et du Rhône en 1982. Le sud du Territoire de Belfort sera définitivement relié à l'autoroute A 36 par la voie rapide Héricourt - Delle en voie d'achèvement qui rejoint le réseau suisse. D'autres axes comme la desserte sous-vosgienne faciliteront aussi les communications et les déplacements vers le chef-lieu.

DES CANAUX DÉLAISSE

Les voies d'eau existantes évoluent peu : le canal de Montbéliard reste inachevé et celui du Rhône au Rhin, pour lequel avait été envisagé une mise au gabarit européen, conserve des dimensions modestes. Cependant, ces deux canaux avaient été équipés de ports, comme celui de Botans, longtemps port charbonnier pour Belfort, aujourd'hui abandonné. Le port de Bourgogne est devenu une importante zone d'activités malgré l'abandon du grand canal.

LES TRANSPORTS URBAINS EN DÉVELOPPEMENT

Les transports en commun urbains ont du s'adapter à la croissance de l'agglomération et aux déplacements de plus en plus nombreux de la population pour le travail, les études, les loisirs. En 1952, à Belfort les trolleybus, plus rapides et plus confortables, remplacent les vieux tramways ; à leur tour, ceux-ci cèdent la place aux bus dans les années 1970. Aujourd'hui la C.T.R.B., née en 1976, dessert toute l'agglomération belfortaine.

DES AÉROPORTS ABANDONNÉS

Le Territoire possède deux terrains d'aviation d'origine militaire. Celui de Chaux, utilisé lors des deux guerres mondiales est aujourd'hui le siège de l'aéroclub de Belfort.

Celui de Belfort-Fontaine, établi en 1954 pour les besoins de l'O.T.A.N., a été acquis par la Chambre de commerce en avril 1970. Il dessert la France (Paris en 1h 30) et la Suisse. Utilisé jusqu'à 1986, il est abandonné au profit du grand aéroport de Mulhouse-Bâle car la ligne n'est pas rentable. Le site est devenu une zone d'activités : l'aéroparc Belfort-continental.

LE PROJET DE T.G.V. RHIN-RHÔNE

Enfin, l'an 2000 a vu se concrétiser le projet de T.G.V. Rhin-Rhône en discussion depuis longtemps. La branche Est du T.G.V. Mulhouse - Dijon passe à proximité de Belfort. La gare implantée à Meroux est ainsi proche de l'A 36 et de la voie rapide vers Delle et la Suisse. Cette infrastructure apporte au Territoire un atout supplémentaire, confortant sa position de carrefour au cœur de l'Europe.



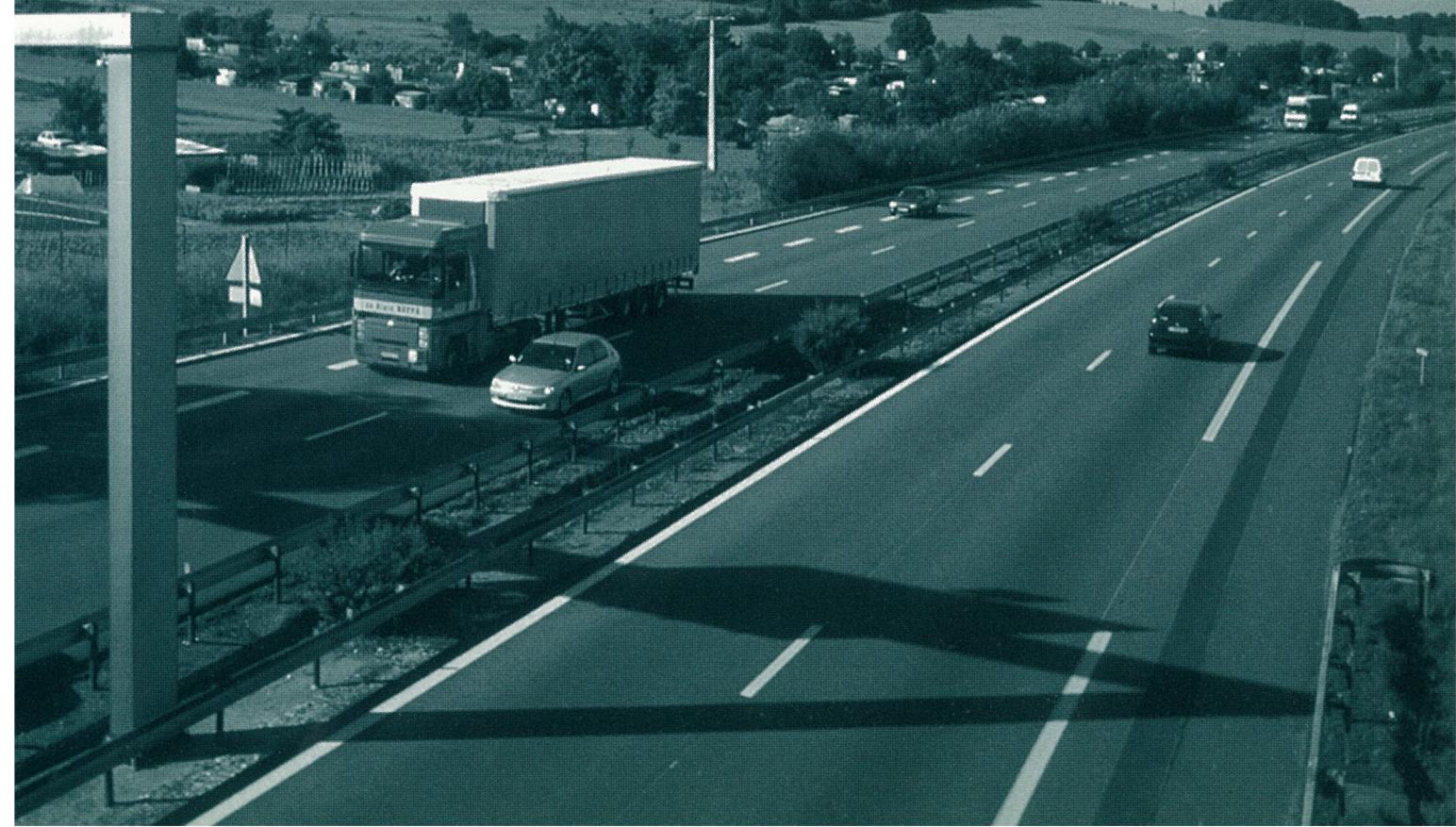
Fontaine, l'aéroport au moment de son inauguration, septembre 1971.

ADTB 1387 W 600

Belfort, voies ferrées après
les bombardements, juin 1944.
ADTB 19 Fi 449



Belfort, autoroute A 36,
juin 2000.
ADTB 17 Fi 310



CHAPITRE 6



→ Enseignement

→ 1871-1914 : un enseignement primaire largement dominant

En 1871, l'arrondissement de Belfort dispose déjà d'un certain nombre d'écoles. La création de ces différents établissements (salles d'asile, écoles primaires, collège) répond à la volonté de l'Etat, à partir de la Monarchie de Juillet, de s'investir dans l'enseignement. Pendant une longue période l'école sera un enjeu majeur autour duquel s'affrontent l'Eglise et l'Etat.

UN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE

De nombreuses communes possèdent déjà au moins une école primaire en 1871. Les lois scolaires de 1881 et 1882 (gratuité, obligation, laïcité) font de l'enseignement primaire une priorité nationale, il est investi d'une mission civique. En 1887-1888, le département comptant 106 communes dispose de 172 écoles publiques et 27 écoles privées tenues par exemple par les Sœurs de la Providence de Portieux à Belfort, Chèvremont et Grandvillars ou les Frères des écoles chrétiennes... L'école est obligatoire, en principe, de 6 à 13 ans ; la plus grande partie des élèves ne poursuit pas ses études. Les jeunes enfants de moins de 6 ans issus des milieux ouvriers sont accueillis dans les salles d'asile nées au début

du XIX^e siècle ; celles-ci deviennent des écoles maternelles en 1881 et s'intègrent à l'école primaire.

PROGRAMMES ET MÉTHODES

L'enseignement dispensé à l'école primaire repose sur l'oral et de plus en plus sur les exercices écrits, d'où l'importance de l'écriture, des cahiers bien tenus, des leçons de choses. Parmi les sujets d'étude figurent en bonne place : grammaire, arithmétique, géographie, histoire de France, morale, instruction civique et gymnastique. Garçons et filles étudient séparément ; certaines matières ne sont enseignées qu'aux jeunes garçons (exercices militaires à la fin du XIX^e siècle). Les travaux d'aiguille sont réservés aux filles.

Le nombre d'écoles primaires augmente rapidement grâce aux lois de Jules Ferry. Pour former les maîtres dont l'enseignement primaire a besoin, une école normale d'instituteurs est fondée en 1877 à Belfort.

AU-DELÀ DU PRIMAIRE

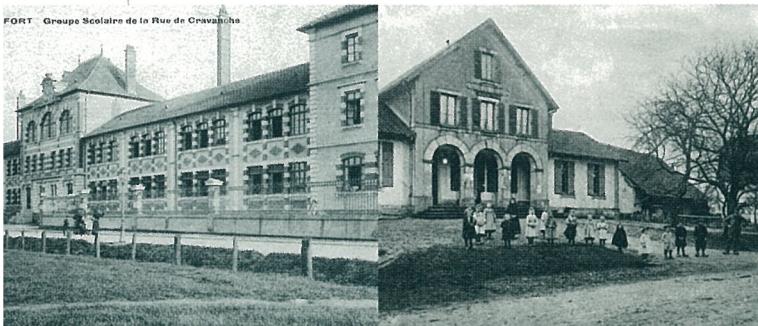
Pour prolonger l'enseignement primaire et former les professions intermédiaires de l'administration, du commerce et de l'industrie, des cours complémentaires et des écoles primaires supérieures voient le jour à la fin du XIX^e siècle. Peu à peu, les différents chefs-lieux de canton auront leur enseignement primaire supérieur. Les grandes entreprises (Japy, S.A.C.M. par exemple) ouvrent leurs propres centres d'apprentissage.

Depuis 1803 existe à Belfort une école secondaire devenue collège en 1808 ; installé dans la vieille-ville, il a plusieurs fois changé d'adresse. En 1865, 140 élèves reçoivent l'enseignement de 9 professeurs.

LES PREMIERS LYCÉES PUBLICS ET PRIVÉS

Dès juin 1871, le Conseil municipal de la ville et le Conseil général demandent la création d'un lycée pour les élèves de la région et ceux d'Alsace. Les travaux sont menés rapidement et le lycée de Belfort est ouvert pour la rentrée d'octobre 1873. Le nombre d'élèves augmente rapidement (presque 500 en 1875) ; il faut agrandir les bâtiments. Dès 1877, est amorcée la construction du petit lycée. Pour les habitants du Territoire-de-Belfort il est resté le lycée national car seul établissement public de ce type : sa construction est en partie financée par une souscription nationale. Il restera longtemps le seul lycée public de Belfort.

Au même moment, un autre établissement, l'Institution Sainte-Marie, qui conduit du primaire au baccalauréat, est ouvert en 1875 à Belfort, faubourg des Ancêtres ; il est tenu par les Frères marianistes. D'autres institutions privées seront créées, à Belfort et dans d'autres localités.



Belfort, école primaire de la rue de Cravanche, vers 1920
ADTB 7 Fi Belfort 268

Fontaine, école, vers 1914.
ADTB 7 Fi Fontaine 9



Belfort, lycée Courbet,
octobre 2000.

ADTB 17 Fi 683



Phaffans, école maternelle
de la Baroche, janvier 1994.

ADTB 1380 W 240

Rougemont-le-Château,
le collège, mai 2000.

ADTB 17 Fi 257

→ Un enseignement qui se démocratise

Durant la première moitié du XX^e siècle les conditions de l'enseignement primaire évoluent peu, bien que quelques changements apparaissent progressivement : allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans (1936) puis 16 ans (1959), mixité qui se généralise dans les années 60.

EVOLUTION DU PRIMAIRE

Avec le collège pour tous (années 1960-1975), l'école primaire ne s'adresse plus qu'aux élèves de 6 à 11 ans du cours préparatoire au CM 2. Depuis cette période, des écoles rurales sont fermées et, on assiste à des regroupements pédagogiques ; des écoles sont rénovées ou construites proposant aux enfants un cadre beaucoup plus agréable, les méthodes d'enseignement également sont devenues plus actives. L'école maternelle, en pleine croissance, a de plus en plus de succès ; presque tous les enfants de 3 ans y sont inscrits.

LE COLLÈGE UNIQUE

Des réflexions sont menées sur l'organisation de l'enseignement au-delà du primaire. Finalement, au début de la V^e République, les réformes décisives sont lancées avec en 1963 la création des collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) qui regroupent les formations post-élémentaires. En 1975 est mis en place le collège unique. Ce collège pour tous donne accès aux différents types de lycées.

Le Territoire-de-Belfort possède 14 collèges publics. Certains sont des établissements anciens comme celui de faubourg des Ancêtres, mais la plupart sont relativement récents ainsi celui de l'avenue d'Altkirch. Si l'Etat reste maître d'œuvre pour l'enseignement et les programmes, les lois de décentralisation de 1986 ont assigné aux départements leur entretien et leur fonctionnement. Après avoir mené des travaux importants de rénovation, le Conseil général s'applique maintenant à améliorer la qualité des locaux et le cadre de vie pour les jeunes élèves. Ces collèges publics accueillent environ 6 700 élèves. Trois collèges privés regroupent 1 436 élèves.

DES LYCÉES DIVERSIFIÉS POUR LA MAJORITÉ DES ÉLÈVES

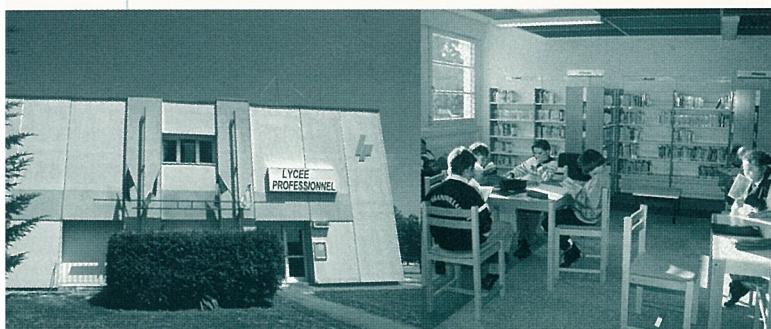
Le lycée, institution ancienne et longtemps réservé à une élite, connaît aussi des mutations profondes à partir des années 1960 : diversification et démocratisation. Peu à peu l'idée du lycée pour tous fait son chemin. Les lycées généraux, techniques, professionnels, agricoles vont accueillir des élèves de plus en plus nombreux. A côté du lycée national, actuellement Condorcet, se sont édifiés en 1960 le lycée de jeunes filles, aujourd'hui Courbet, installé au champ de Mars depuis quelques années et le lycée technique devenu Follereau.

Plusieurs autres établissements plus spécialisés se sont implantés, lycées professionnels, industriels, et agricole.

Les différents lycées d'enseignement général proposent une formation pour les grandes écoles et les B.T.S. préparés en deux ou trois ans.

Comme les collèges, les lycées sont inscrits dans les lois de décentralisation. Ils dépendent du Conseil régional. L'Etat reste maître de l'enseignement, de la pédagogie, des programmes. Le Conseil régional assure la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments.

Les 7 lycées publics scolarisent en 1999, 5 448 élèves et les 3 lycées privés 1 236 élèves.



Delle, lycée professionnel,
juin 2000.
ADTB 17 Fi 390

Morvillars, C.D.I. (centre de documentation et d'information) du collège, janvier 1994.
ADTB 1380 W 239

→ Un enseignement supérieur en plein essor

Après 1945, les premiers établissements supérieurs apparaissent dans le Territoire-de-Belfort, souvent à la demande des milieux économiques. En effet, petit département né de circonstances exceptionnelles, le Territoire n'a pas d'enseignement supérieur, les bacheliers de la région devant se diriger vers les universités de Besançon, Strasbourg, Nancy ou Paris.

L'E.N.I. ET L'I.U.T S'INSTALLENT À BELFORT

En 1962 est ouverte l'Ecole nationale d'ingénieurs (E.N.I.), d'abord dans les murs du lycée technique puis en 1964, dans des locaux neufs le long du boulevard Anatole France. L'Institut universitaire de technologie (I.U.T) accueille ses premiers étudiants en 1968. Il propose des formations en génie mécanique, électrique et informatique.

DE L'U.T.C.S. À L'U.T.B.M.

Il faut attendre 1985 pour que s'ouvre un autre établissement supérieur : celui de Sévenans. C'est une antenne de l'Université de technologie de Compiègne, université d'un type nouveau qui se propose de promouvoir et de développer la technologie dans l'enseignement et la recherche. Installée tout d'abord dans un château du XVIII^e siècle, l'Université de technologie de Compiègne-Sévenans (U.T.C.S.) s'agrandit rapidement. Les nouveaux bâtiments sont dus à l'architecte Roland Castro. En 1991, l'établissement devient



Belfort, accès de l'U.T.B.M. sur le site du Technopôle, juin 2000.

ADTB 17 Fi 516

autonome. L'I.P.Sé. (Institut polytechnique de Sévenans) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. En 1999, pour une plus grande efficacité et une augmentation des moyens de formation, l'I.P.Sé et l'E.N.I. se regroupent pour former une nouvelle entité l'U.T.B.M. (Université de technologie Belfort-Montbéliard). Devenue cinquième école d'ingénieurs de France, l'U.T.B.M. se différencie par l'originalité de ses formations. Connaissances scientifiques, compétences technologiques, culture générale, y sont développées par des enseignants-chercheurs. L'U.T.B.M. regroupe sur les deux sites 1600 étudiants. C'est un atout de taille pour l'économie locale.

Une autre originalité est la présence de plusieurs laboratoires de recherche liés aux industries locales. Parmi eux, une Antenne du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique) spécialisée dans la paléométallurgie et le LERMPS (Laboratoire d'études et de recherches sur les matériaux et les propriétés de surface) qui a mis au point la torche à plasma.

DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Depuis les années 1990, d'autres enseignements supérieurs sont dispensés par l'U.F.R.-S.T.G.I. (Unité de formation et de recherches en sciences, technique, gestion, industrie) : à Léon Delarbre, le département tertiaire et à Louis Neel les sciences.

D'autres formations tournées vers le commerce sont aussi proposées : l'E.S.T.A. (Ecole supérieure de technologie et d'affaires) forme depuis 1986 des cadres technico-commerciaux ; l'I.U.T. possède également un département techniques de commercialisation depuis 1993.

Enfin, la formation des maîtres est à nouveau assurée dans le Territoire. Depuis 1980, une antenne pédagogique est installée au centre commercial des 4 As. Elle devient Ecole normale puis I.U.F.M. (Institut de formation des maîtres) après 1991.

Depuis la création de l'U.T.B.M., l'Aire urbaine Belfort-Montbéliard est donc devenue un lieu d'enseignement supérieur reconnu. Pour les étudiants qui y travaillent (environ 4 500 en 1999), a été ouverte la bibliothèque Lucien Febvre cette même année. Un C.R.O.U.S. (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) installé depuis les années 1960 offre aux étudiants 4 restaurants universitaires (2 à Belfort, 1 à Sévenans, 1 à Montbéliard) et plusieurs résidences.

En haut :
Sevenans, entrée de l'université, juin 2000.
ADTB 17 Fi 620

En bas :
Belfort, amphithéâtre de l'U.F.R.-S.T.G.I.
Léon Delarbre, juin 2000.
ADTB 17 Fi 684





→ Armée

Belfort, entrée du fort
des Hautes-Perches, après 1880.
ADTB 5 Fi 43



→ De 1871 à 1939 : un camp retranché aux frontières de l'Est

Les premières modifications concernant le Belfort de Vauban sont dues au général Haxo ; il transforme les anciens bâtiments du château pour en faire une caserne, élargit le périmètre fortifié vers l'est et organise le camp retranché du Vallon en faisant construire de 1825 à 1842 les forts de la Miotte et de la Justice.

UNE PLACE FORTE PARTIELLEMENT ÉQUIPÉE

A la veille de la guerre de 1870, le fort des Barres est terminé. Le commandant Denfert-Rochereau, nommé à Belfort en 1864 met en chantier de nouveaux ouvrages (les Perches en particulier) pour pallier les faiblesses du site défensif.

MISE EN PLACE DE LA CEINTURE FORTIFIÉE

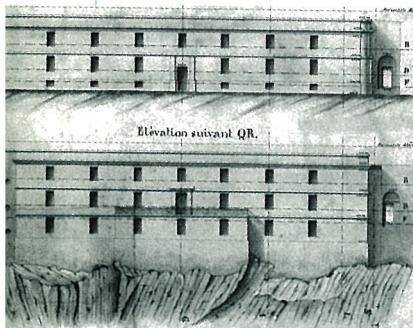
La résistance héroïque de Belfort ne changera pas l'issue de la guerre. La France vaincue doit céder l'Alsace et le nord de la Lorraine. Belfort et son territoire restés français occupent désormais une position hautement stratégique près de la nouvelle frontière. De 1874 à 1914, sous l'impulsion du général Séré de Rivières d'abord, est élevée une nouvelle ceinture de forts plus éloignée de la forteresse. Elle met la place à l'abri des bombardements.

Ces constructions tiennent compte également des progrès de l'armement : artillerie rayée puis obus à torpilles et à mitraille. Le fort de Bessoncourt en est un bon exemple.

A la veille de la guerre, l'ensemble défensif de Belfort permet de contrôler les voies de communication et d'invasion possibles et interdit à l'ennemi l'accès de la Franche-Comté. A partir de la fin de 1914, l'évolution des combats, l'extension du front et la guerre de tranchées font perdre à Belfort son rôle de verrou.

UN ENSEMBLE FORTIFIÉ QUI RESTE STRATÉGIQUE

Après 1918, l'ensemble fortifié de Belfort n'est plus en première ligne, mais sa position stratégique reste forte. De 1936 à 1939, quelques travaux de modernisation sont entrepris à l'intérieur et à l'extérieur des forts, mais ils n'empêcheront pas l'effondrement de 1940.

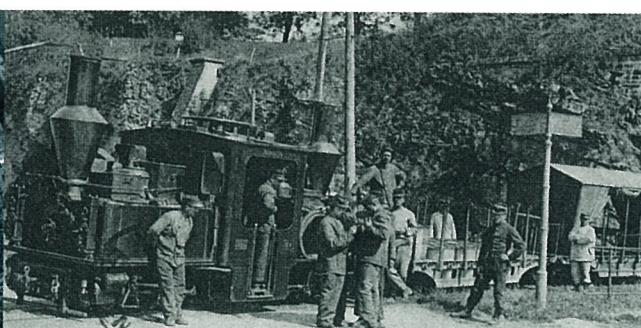


Belfort, caserne d'infanterie du Château, cotée 8, construite à partir de 1849.



Belfort, la citadelle et la Vieille-ville, vue aérienne, 1995.

ADTB 1377 W 3 / 7516



Chemin de fer stratégique reliant les différents forts et ouvrages fortifiés.

Collection particulière

→ Belfort, ville de garnison

À partir des travaux de fortification de Vauban, Belfort connaît une vie militaire importante. Vers 1774, la garnison s'élève à 1 503 hommes (26 % de la population totale). Les effectifs s'accroissent régulièrement au XIX^e siècle, ainsi en 1861, ils représentent 35 % de la population (2 117 militaires).

BELFORT CENTRE DE CONSCRIPTION ET VILLE DE GARNISON

Les changements dus à la guerre de 1870, la position de la ville au cœur d'un camp retranché vont attirer à Belfort de nombreux conscrits. Les casernes, encore peu nombreuses, se multiplient. Après 1880, le nombre de soldats (7 255 en 1914) augmente sensiblement mais, ils ne représentent cependant que 18,4 % de la population totale à la veille de la guerre.

Les forts existants sont transformés, d'autres construits et l'hôpital militaire est considérablement agrandi.

Après 1918, le nombre de militaires diminue progressivement.

En 1931, la garnison ne compte que 3 524 hommes (8,3 % de la population totale). Après cette date, les effectifs augmentent à nouveau, 5 976 hommes en 1936 (13 % de la population totale), sans doute à cause des menaces de guerre.

DES DISTRACTIONS POUR TOUS

La présence de nombreux soldats dès 1914, entraîne la prolifération de lieux de distraction, comme les « beuglants » et « maisons



Belfort, une troupe au Champ de Mars, vers 1899.

ADTB 16 Fi 130

closes » où les bagarres sont fréquentes. Existent aussi des établissements plus recherchés comme le café Danjean (faubourg de Montbéliard), la Grande Taverne (faubourg de France), le café glacier (place de République), la Coupole (faubourg de France)... Le cinéma, d'abord diffusé en plein air devant le théâtre puis dans plusieurs salles de la ville, est une autre distraction appréciée des militaires.



Belfort, emprise des bâtiments militaires, vers 1950.

ADTB 13 Fi 3621 / 32 et 13 Fi 3621 / 90



→ Une nouvelle destination des bâtiments et des fortifications

Les terrains militaires, les constructions, les servitudes afférentes ont longtemps été une contrainte importante pour l'urbanisme. L'emprise de l'Armée s'étend en effet sur 21 % des terrains de la commune. Cette contrainte va se révéler un atout avec la diminution du poids de l'armée au niveau local. Plusieurs commissions de déclassement des fortifications l'autorisent de 1919 aux années 1990 à vendre ou échanger terrains et bâtiments.

UNE RÉUTILISATION PROGRESSIVE DES PROPRIÉTÉS MILITAIRES

La première opération, avant que se tiennent ces commissions concerne les fortifications séparant le Belfort de Vauban des faubourgs de la rive droite. Le Front de la porte de France est dérasé

À gauche :
Belfort, Café Danjean,
faubourg de Montbéliard,
l'un des cafés les plus célèbres
au début du XX^e siècle.

entre 1898 et 1901, permettant ainsi le développement du quartier Carnot et de la place de la République.

Quelques cessions minimes ont encore lieu avant la deuxième guerre mondiale mais l'essentiel des terrains et des bâtiments, déclassés par l'autorité militaire, est cédé ou mis en vente après 1945. La municipalité de Belfort, d'autres communes, le Conseil général, l'Office H.L.M., même des particuliers vont en devenir propriétaires.

La physionomie de la ville change radicalement. De nouveaux quartiers comme ceux de Bougenel, de l'Espérance sortent de terre. A la place du quartier Gérard s'élèvent la bibliothèque municipale et le quartier des 4 As. D'autres équipements collectifs s'installent dans des constructions réaffectées : le Centre chorégraphique à l'emplacement du parc des subsistances, l'Ecole d'art Gérard Jacot et la Faculté Louis Neel dans les casernes de l'Espérance. Un des bâtiments de l'hôpital militaire devient la Maison des Arts (Conservatoire de musique et Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle). Le Conseil général s'installe en 1987 dans l'ancienne caserne Vauban, déjà bâtiment administratif depuis 1946. Le Musée d'art et d'histoire quant à lui, s'installe dans l'ancienne caserne du château.

LES FORTS RÉAFFECTÉS

D'autres espaces à forte implantation militaire changent aussi d'affectation, les forts de l'ancien camp retranché revivent grâce aux communes et aux associations, ils offrent ainsi de magnifiques espaces pour le tourisme et rappellent le glorieux passé militaire de la région de Belfort.



Belfort, démolition du demi-front 27 vers 1899.
ADTB 19 fi 1



Belfort, vue du quartier Vauban avant la démolition des bâtiments secondaires, vers 1910
ADTB 8 Fi 264



Belfort, l'ancienne caserne Vauban
réhabilitée, siège actuel du Conseil général
du Territoire de Belfort, mai 2000.

ADTB 17 Fi 4

→ Information,
culture, sport
et tourisme



→ Information et culture

Après 1880, le Territoire dispose de plusieurs journaux. Au départ seul moyen d'information, la presse écrite est aujourd'hui concurrencée par d'autres moyens de communication (radio, télévision...). La culture, d'abord réservée à une élite, se développe progressivement après la Deuxième Guerre mondiale.

UNE PRESSE DIVERSIFIÉE

Cette presse, surtout d'opinion, est imprimée et diffusée localement. Ainsi coexistent : *le Haut-Rhin républicain* (conservateur) puis *l'Alsace* ; *La Croix de Belfort* (catholique) ; à gauche *La Frontière* (radical socialiste) ; *Germinal* (S.F.I.O.). A partir des années 1950, elle est distancée par une presse régionale d'information. Ainsi deux journaux s'imposent : *L'Est républicain*, qui dès 1926 offre une page locale puis une édition de Belfort à partir des années 1960. Depuis 1980, il cohabite avec *Le Pays*, successeur de *l'Alsace*.

LA RADIO ET LA TÉLÉVISION DANS L'aire urbaine

En 1982, Radio Belfort a ouvert son antenne. Aujourd'hui France-Bleu-Belfort est écouté dans l'ensemble de l'aire urbaine. Les actualités télévisées de Franche-Comté sont diffusées par les studios de France 3 à Besançon depuis 1965 ; l'aire urbaine est dotée d'une antenne en 1995.

DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE

Avant 1914, la culture est réservée à une élite : un théâtre en 1878, une bibliothèque et un musée très modestes forment l'essentiel des lieux de culture. Les spectacles offerts par les cafés et brasseries sont davantage appréciés par la population : opérettes, concerts, pièces de théâtre, cinématographe attirent un vaste public. Après la Deuxième Guerre mondiale les lieux de culture se diversifient et irriguent le département.

DE NOUVEAUX BÂTIMENTS POUR LES ARCHIVES ET LES BIBLIOTHÈQUES

Avec la décentralisation, les Archives départementales deviennent un service du Conseil général. Un nouveau bâtiment est alors construit en 1982 à Belfort. Les Archives collectent, conservent et communiquent tous les documents relatifs au Territoire. Par ailleurs, des actions sont menées en direction des scolaires et du

public (visites, expositions...)

En 1981, la nouvelle bibliothèque des 4 As remplace celle de la Maison du Peuple ouverte en 1933. Pour favoriser la lecture dans le reste du département, une antenne de la bibliothèque centrale de prêt de Franche-Comté est construite en 1982. En 1986, elle devient Médiathèque départementale. Aujourd'hui elle anime un réseau de 35 bibliothèques et une médiathèque à Delle.

LE CINÉMA CONNAÎT UN GRAND ESSOR

Des salles de projection sont construites non seulement à Belfort, mais également à Delle, Giromagny. Après 1945, on assiste à un regroupement offrant à Belfort 2 sites : cinémas « Alpha » et le « Kursaal ». En 2001 sera inauguré, sur l'emplacement des anciens abattoirs, un nouveau complexe multisalles.

LE THÉÂTRE ET LA DANSE SE DÉVELOPPENT AUSSI

A côté du théâtre de Belfort devenu « Théâtre Granit », d'autres salles sont apparues (Tour 41 et Coopérative à Belfort, « Les deux sapins » à Giromagny, Centre Georges Brassens à Beaucourt...). D'autres salles polyvalentes se sont multipliées qui offrent des possibilités multiples. Depuis 1991, Belfort accueille un centre chorégraphique national, installé en 1995 dans d'anciens locaux militaires.

AUTRES LIEUX DE CULTURE : LES MUSÉES

Les musées tiennent une place importante : 8 sites différents présentent des collections très diverses retracant l'histoire locale et l'art. On peut y ajouter le « Cabinet d'un amateur », ouvert à Belfort en 1999. Il abrite les collections d'art contemporain de Maurice Jardot, natif du Territoire.

DE NOMBREUX FESTIVALS SONT ORGANISÉS

Plusieurs manifestations d'ampleur nationale et internationale se déroulent dans le Territoire : un festival de cinéma, créé en 1980, devenu « Festival international entrevues » en 1986 ; il récompense le premier film d'un jeune réalisateur. Le « F.I.M.U. » (Festival international des musiques universitaires) accueille depuis 1987 des musiciens, des formations de toutes origines lors du week-end de Pentecôte. Les « Eurocéennes » depuis 1988 réunissent sur le site du Malsaucy des dizaines de groupes rock. Ces deux dernières manifestations accueillent des milliers d'amateurs. Depuis 1999, les « Nuits Savoureuses » développent des spectacles autour des nouvelles technologies. A coté de celles-ci, d'autres rencontres plus modestes animent le paysage culturel.

Les Eurockéennes,
site du Malsaucy, 1995.





Châtenois-les-Forges,
équipe du football-club, 1913.
ADTB 19 Fi 735

→ Vers le sport pour tous

La pratique du sport est relativement récente ; elle coïncide avec les débuts de la IIIe République. Plusieurs facteurs expliquent son essor : l'influence des hygiénistes qui veulent améliorer la condition physique de tous, le souci de forger l'armée de la revanche contre l'Allemagne, enfin, la volonté pour les industriels d'encadrer la classe ouvrière en pleine croissance.

UNE ORIGINE MILITAIRE

La formation physique privilégie d'abord la gymnastique et le tir. Pour les scolaires, la pratique de la gymnastique est obligatoire à partir de la loi de janvier 1880. Les bataillons scolaires, apparus en 1882, proposant un exercice sous l'autorité d'un officier, disparaissent assez rapidement. En revanche des sociétés de gymnastique se développent telles *l'Alliance* en 1876 et surtout *l'Alsacienne* en 1882. La plus connue est *la Belfortaine* créé en 1901 dont la devise « Patrie, force, moralité » rappelle l'origine militaire. Ces sociétés qui recrutent dans toutes les couches de la population multiplient les manifestations publiques, participent à des concours, les organisent montrant ainsi la bonne santé physique des populations.

NAISSANCE DES CLUBS

A partir de 1900 une nouvelle activité apparaît appelée à connaître un franc succès : le cyclisme (déjà 16 clubs en 1912). Les courses cyclistes sont nombreuses et le public passionné. Ce succès est favorisé à l'époque par le passage à 3 reprises du « Tour de France » à Belfort en 1906, 1908 et 1911.

Avant la guerre également plusieurs équipes de football sont recensées dans le département, à Belfort, Valdoie, Montreux... D'autres sociétés sportives offrent plusieurs activités à leur adhérents : « l'U.S.B. » (Union sportive belfortaine), la « Société de sports réunis » à Giromagny.

UNE PRATIQUE QUI SE DÉMOCRATISE

Durant l'entre-deux-guerres et surtout après la deuxième guerre mondiale, la pratique sportive devient un phénomène de société : sport de compétition (de nombreux licenciés à titre individuel ou en équipe participent à divers championnats), sport détente (pratique sportive à l'écart de toute forme d'encadrement).

Les équipements ont été améliorés, diversifiés et multipliés proposant aux adeptes des facilités importantes : stades, gymnases, pis-

cines couvertes ou de plein air, remontées mécaniques et pistes de ski, base nautique des Forges, du Malsaucy, centre hippique... Les sentiers de randonnée empruntant le Territoire de Belfort sont de mieux en mieux signalés, aménagés avec des gîtes d'étapes ou des refuges.

SPORTS ET LOISIRS

Aux limites du sport et des loisirs, les amateurs peuvent s'entraîner sur les parcours « Vita », redécouvrir la nature. Ont été aménagés récemment le sentier de « La Roselière » (à proximité de l'étang des Forges), « la Coulée verte » (qui suit le tracé de l'ancien canal de la Haute-Saône), le parc de la Douce (au contact du quartier des Résidences, d'Essert et de Bavilliers).

LES GRANDS SPORTIFS BELFORTAINS

Parmi les sportifs qui ont honoré le Territoire, il faut retenir le nom d'Etienne Mattler sélectionné 46 fois dans l'équipe de France de football ; un stade de Belfort porte son nom. La ville de Belfort possède aussi deux champions de boxe : Paul Fritsch dans les années 1920 et Pierre Bonnet en 1936. Quant à la gymnastique, largement pratiquée dans le Territoire, elle a bénéficié d'un entraîneur réputé : Emile Parrot, sélectionneur olympique en 1924. Plus récemment, de jeunes athlètes ont gagné des titres en championnat de France ou aux Jeux olympiques au tir à la carabine, au tir à l'arc ou au judo.



Lac du Malsaucy, pratique de la voile, août 1980.
ADTB 1380 W 242

Concours de tir à l'arc, juin 1987.
ADTB 1380 W 243

Saint-Dizier-l'Evêque,
l'église et les vignes, juin 2000.
ADTB 8 E 678



Ballon-d'Alsace, ski de
fond en forêt, vers 1920.

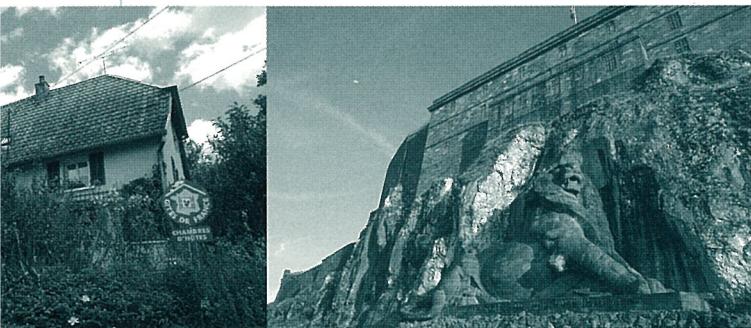
→ D'un tourisme marginal à des loisirs de plus en plus variés

Pendant longtemps le tourisme reste élitiste. Pour la majorité des habitants, l'idée de vacances n'existe pas, la seule journée sans travail est le dimanche. Les moyens de transport encore modestes expliquent aussi que le tourisme ne s'adresse qu'à une minorité, catégories aisées puis classes moyennes.

DES LOISIRS PEU RÉPANDUS

Le tourisme est, à ses débuts, assez limité dans ses aspects, il s'agit surtout d'excursions en direction des sites naturels. Dans le Territoire de Belfort le Ballon d'Alsace attire les voyageurs dès la deuxième moitié du XIX^e siècle. Sont appréciées les marches en forêt, mais aussi les premières sorties à ski. Des routes et surtout la voie ferrée Belfort - Giromagny construite en 1864, et celle de Saint-Maurice à Bussang, permettent d'acheminer les voyageurs au plus près des massifs. Le Ballon d'Alsace offre avant 1914 des lieux d'accueil dont le plus célèbre est l'Hôtel du Ballon.

L'essentiel du tourisme correspond au massif vosgien même si quelques autres lieux commencent à attirer des visiteurs : le Lion, les grottes de Cravanche. Par sa situation d'ailleurs, la ville de Belfort est une ville étape. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale ce type de tourisme va peu évoluer même si certains loisirs deviennent possibles, de nouvelles pratiques s'étendent comme la natation ou le patinage.



Etueffont, gîte rural et chambres d'hôtes, juin 2000.
ADTB 17 Fi 474

Belfort, le lion, juin 2000.
ADTB 17 Fi 40

DES PRATIQUES QUI S'ÉTENDENT ET S'AMPLIFIENT

Les congés payés en 1936 créent des conditions nouvelles en donnant 15 jours pour les loisirs. Mais il faudra encore du temps et des mutations sociales importantes pour que chacun puisse en profiter et « faire du tourisme ». Les institutions, les collectivités et particuliers proposent petit à petit des infrastructures retenant les visiteurs de passage et attirant des publics nouveaux.

DES ÉQUIPEMENTS PLUS ADAPTÉS

Les capacités d'hébergement augmentent et les formes se diversifient : campings, auberges de jeunesse, gîtes ruraux, hôtels, permettent d'accueillir de plus en plus de touristes.

Les sites naturels sont aménagés permettant d'améliorer la fréquentation et aussi de protéger ces milieux fragiles. En 1989, le parc naturel régional des Ballons des Vosges est créé, et depuis cette date, différents aménagements ont été réalisés.

Plusieurs bases de loisirs (le Malsaucy, l'étang des Forges), offrent par leurs équipements différentes activités de plein-air. Depuis ces vingt dernières années, le tourisme « vert » fait une percée. A la recherche de nature, de calme, une partie des vacanciers choisit plutôt les campagnes. Les communes rurales proposent ainsi des gîtes (56 actuellement dans le département), des chambres d'hôte (une dizaine), des tables d'hôte et des campings à la ferme pour découvrir les produits locaux.

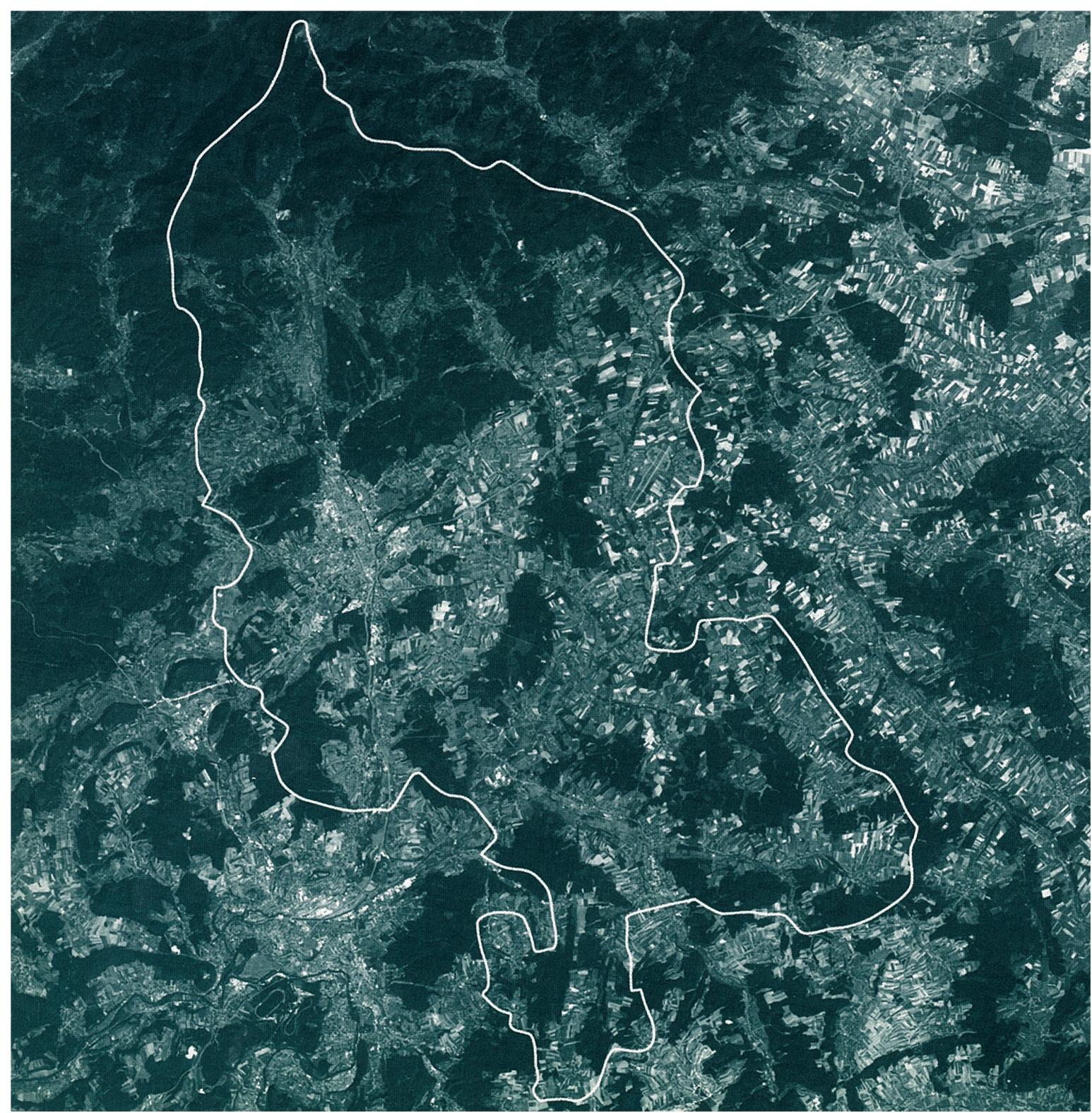
LE PATRIMOINE RECONNNU

Enfin, une autre tendance amène les touristes à connaître et comprendre le passé de la région qu'ils visitent. Le patrimoine historique a été peu à peu protégé, mis en valeur, exposé dans différents lieux ; le pays sous-vosgien par exemple dispose de son sentier des mines.

À Belfort, la mise en valeur de l'ensemble fortifié autour du château permet de passer du site médiéval à l'enceinte de Vauban et aux aménagements du général Haxo, dans un ensemble impressionnant. Le circuit des forts apporte une vision plus globale du passé militaire de la région.

Le passé industriel ou artisanal revit dans différents sites tels que le moulin de Courtelevant, le musée de l'artisanat et des traditions de Brebotte, la forge musée d'Etueffont ou encore le musée agricole de Botans. En 1982 a été ouvert à Beaucourt, dans l'ancienne pendulerie, le musée Frédéric Japy, témoin du passé industriel de la ville ; il présente une large palette des productions de l'entreprise.

Ainsi au fil des années le tourisme est devenu une activité économique à part entière qui en évoquant le passé ouvre des perspectives encourageantes pour l'avenir.



→ Autres expositions disponibles

- 1 → Lucien Edmond, photographe de son temps
- 2 → Le jeu d'échecs, de Charlemagne à nos jours
- 3 → 1789, les Belfortains ont la parole
- 4 → Une histoire sans histoire (relations franco-suisses)
- 5 → Vichy et le III^e Reich contre les Juifs
- 6 → Le fer et les hommes (3 siècles de métallurgie)
- 7 → L'eau et la mine dans le Rosemont
- 8 → A la une !
- 9 → Le logement social dans le Territoire de Belfort
- 10 → Libération et reconstruction
- 11 → Les années 30 en France et à Belfort.
- 12 → Les Archives départementales du Territoire de Belfort : 700 ans de patrimoine, 70 ans d'existence
- 13 → La propagande par l'affiche, 1939-1945
- 14 → 1914-1918, l'enfer de la guerre

**Vue satellite
du Territoire de Belfort**
Photographie M-SAT

ORGANISATION DES MANIFESTATIONS

Damien Vaisse,
directeur des Archives départementales
du Territoire de Belfort

CONCEPTION ET RÉALISATION DES EXPOSITIONS

Nicole Siffert et Olivier Billot, Archives départementales
Marie-Antoinette Vacelet, professeur responsable du service éducatif,
(action culturelle, rectorat de Besançon)

Remerciements tout particuliers aux institutions et associations,
Alstom, Archives départementales du Haut-Rhin, Archives municipales de Belfort, Assemblée ménnonite, Association culturelle israélite de Belfort, Association des Italiens de Belfort, Association le Fayé, Association des musulmans de France, Association pour la sauvegarde du patrimoine sous-vosgien, F.N.A.C.-Belfort, Chambre des entrepreneurs, Direction départementale de l'agriculture, Forge-musée d'Etueffont, Eglise Orthodoxe de Belfort, France-Bleu Belfort, Evêché de Belfort-Montbéliard, Foyer rural de Rougemont-le-Château, Lycée Condorcet, Mairie de Delle, Moulin de Courtelevant, Musée de Botans, Musée Bartholdi à Colmar, Musée d'art et d'histoire de Belfort, Musée Japy de Beaucourt, Office du Tourisme de Belfort et du Territoire-de-Belfort, Plateforme LISA, Permanence de quartier (Résidences-Belfort), Service informatique de la Ville de Belfort, U.F.R.-S.G.T.I. Léon Delarbre, Université de technologie de Belfort-Montbéliard (Génie informatique, département des Humanités, laboratoires du C.N.R.S. et L.E.R.M.P.S.).

Ainsi qu'à mesdames et messieurs,
Loïc Andy, Olivier Barrand, Daniel Bécoulet, Serge Bianconi, Marie-Jeanne et Jean-Pierre Billot, Frédérique Billot, Pierre Braun, Maurice Cattin, Jean-Sébastien Chaise, Bernard Cuquemelle, Alfredo Damanins, Jean-Claude Dognier, Simone Félix, François Frahier, Yves Grisez, Marie-Pierre Gluntz, Bernard Groboillot, Colette Haas-Braun, Marie Martin, Serge Merlet, François Mieg, André Nayener, Cyril Nicolas, Séverine Schmitt, Csaba Schollé, François Sellier, Fabrice Simonnin, Monique Thomas, Marie-Louise Violet, Colette et Denis Zeller.

Conception graphique

Contexte/Poste 4

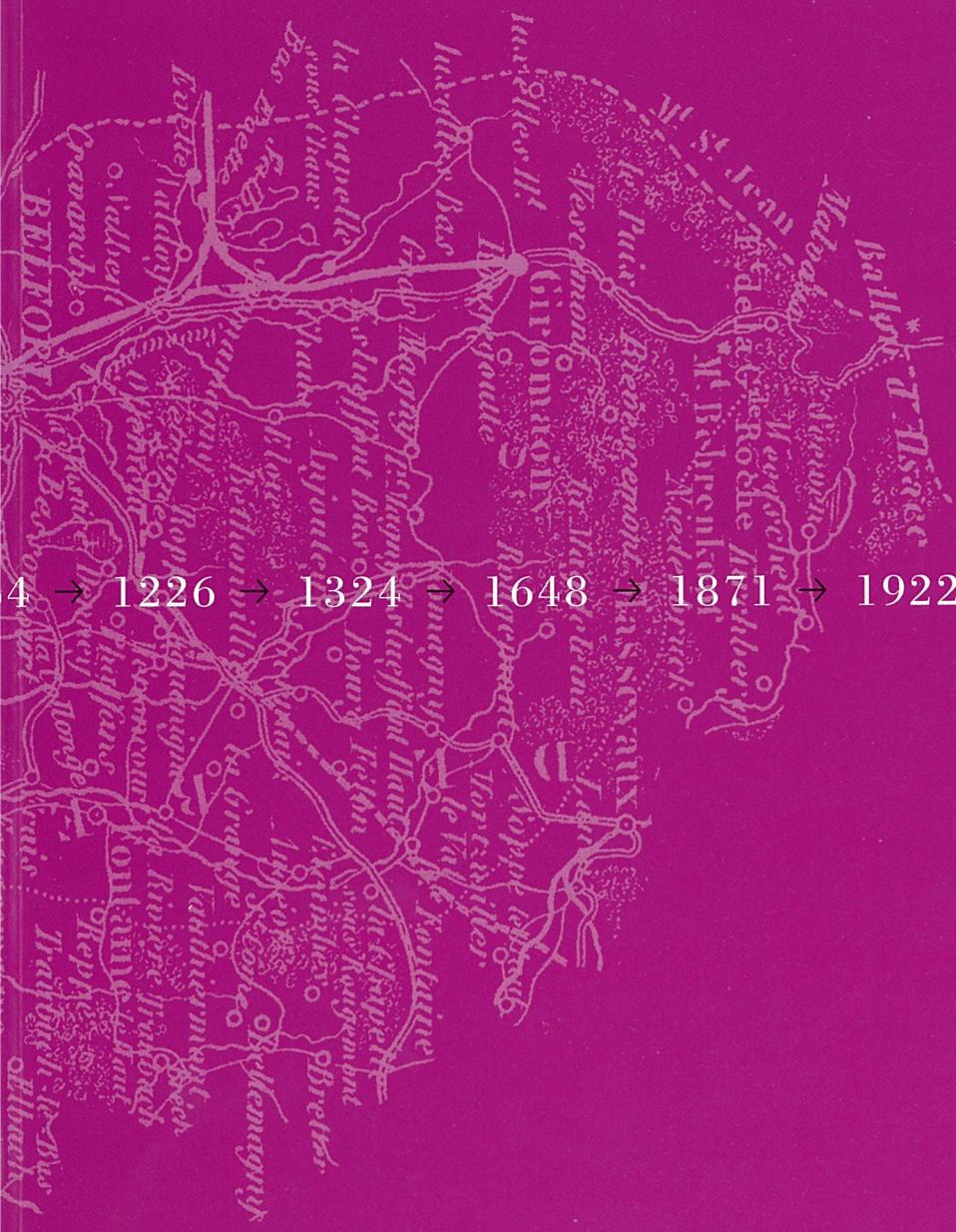
Impression

Imprimerie Schraag



Belfort, faubourg de France.
Défilé en l'honneur des Alsaciens
un 14 juillet d'avant 1914.

4 → 1226 → 1324 → 1648 → 1871 → 1922 → 1982 → 2000



l'aventure du **Territoire**



 Conseil Général
TERRITOIRE DE BELFORT

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
4, RUE DE L'ANCIEN THÉÂTRE
90020 BELFORT
TÉL. 03 84 22 03 01